



N° 76

### Le bilan économique 2012 en Martinique

### Synthèse régionale

2 La reprise se fait attendre

### **Actualités**

3 2012 en quelques dates

### Contexte national et international

4 Ralentissement de l'activité mondiale en 2012

### Commerce extérieur

6 Les échanges extérieurs au ralenti

### Épargne-crédit

8 Malgré la crise, les banques maintiennent leurs financement

### Prix de détail

10 Hausse modérée des prix

### Créations d'entreprise

12 Stabilité du nombre de créations d'entreprises

### **Agriculture**

14 Des filières agricoles en crise

### **Bâtiment-Logement**

16 Des autorisations de construire particulièrement faibles en 2012

### Transport maritime

18 Reprise des activités du port

### Transport aérien

20 Baisse du trafic de passagers

### Automobile

22 Chute du marché de l'automobile

### **Tourisme**

23 Encore une année difficile pour l'hôtellerie martiniquaise

### Emploi-Chômage

- **25** Chômage en hausse
- 27 La progression du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit

### Solidarité

**29** Hausse de 3 % des prestations versées

### Démographie

31 Un vieillissement accéléré de la population



### Édito

En 2012, comme en 2011, l'attentisme des entreprises et des ménages a des conséquences sur l'économie martiniquaise. Le coup de frein sur l'activité est mis en évidence par le niveau d'emploi et par le regain du nombre des demandeurs d'emploi. Néanmoins, dans le contexte national incertain, la plupart des autres indicateurs affichent des évolutions défavorables mais sans décrochages.

Comme chaque année, ce bilan économique de l'année résulte de la mobilisation de nombreux partenaires. Je tiens donc particulièrement à remercier :

- M. José JEAN-MARIE, de la Société par Actions de l'Aéroport Martinique Aimé Césaire (SAMAC)
- Mme Dalila DIB, du Pôle emploi
- Mme Martine NEISS, de la Deal
- M. Nicolas BRUN, de l'Iedom,
- M. Jean-Michel VION, du Grand Port Maritime de la Martinique (GPMLM)
- M. Dominique LAVATER, de la Caisse d'Allocations Familiales Martinique
- M. Éric ROUX, de la Direction de l'Agriculture et de la Forêt Martinique,
- Mmes Martine CAMUS, Cynthia DUCHEL, Barbara GRAGNIC, Marcelle JEANNE-ROSE, Christiane MILLET, Joëlle NACITAS, Monette POLOMACK, et MM. Ali BENHADDOUCHE, Fabien BREUILH, Benoit HURPEAU, Philippe MOUTY, Guy MYSTILLE, Nicolas PRUD'HOMME, Nicolas SILVESTRE, Pierre-Éric TREYENS de l'Insee

Je vous souhaite une bonne lecture de ce bilan de l'année 2012 et vous invite à consulter les publications similaires pour la Guadeloupe et la Guyane respectivement sur:

www.insee.fr/guadeloupe et www.insee.fr/guyane.

Sylvia URGEN





### La reprise se fait attendre

Marquée par le ralentissement de la croissance économique mondiale et la généralisation des mesures de restriction budgétaire, la situation économique de la France s'est dégradée en 2012. Il en va de même en Martinique où la morosité de l'activité économique, déjà constatée en 2011, génère un climat attentiste dans les entreprises; les investissements sont limités.

es échanges commerciaux se tassent en Martinique. Hors produits pétroliers, les imporsensiblement tations baissent (-6,9 %) alors que les exportations progressent timidement(+ 0,8 %). L'activité hôtelière s'essouffle un peu plus: la restructuration du secteur, engagée depuis 2009, enraye difficilement un ralentissement de la fréquentation hôtelière couplée à la forte baisse du trafic aérien de passagers. Comme le secteur agricole qui sort globalement affaibli, celui de l'automobile voit ses ventes de véhicules neufs chuter de 11 % pour atteindre le plus faible volume de transactions enregistrées depuis 2000.

L'évolution des statistiques de l'emploi et du chômage dans la région reflète la panne de la croissance de l'économie. Ainsi, la Martinique a perdu 1 600 emplois en 2012. Si la quasi-totalité des secteurs est concernée, le secteur marchand reste le plus touché par ces pertes d'emplois. De son côté, la construction, ancien moteur de l'économie martiniquaise a perdu 7 % de ses emplois.

Malgré une population active en diminution, la conséquence logique des destructions d'emplois est la forte augmentation du nombre de demandeurs d'emploi dans la région en 2012. Avec près de 2 244 chômeurs supplémentaires, le nombre de demandeurs d'emploi se rapproche du plus haut niveau de 2000. Ainsi, 51 223 personnes étaient inscrites à Pôle Emploi en décembre 2012. Cette hausse du taux de chômage, qui atteint 21,3 % de la population active en 2012, affecte particuliè-

rement les jeunes, les femmes et les chômeurs de longue durée. La vitalité des secteurs économiques est également liée à la consommation des ménages. Le solde naturel ne suffit plus à compenser le solde migratoire qui pèse négativement sur l'évolution de la population. Cette baisse de la population pèse défavorablement sur la construction de logements. En effet le nombre de logements autorisés à la construction diminue en 2012 pour atteindre les plus bas niveaux depuis les 5 dernières années Par ailleurs, sur les 390 000 habitants de la Martinique, un peu plus de 94 000 personnes perçoivent des allocations, soit 0,7 % de moins qu'en 2011.

Néanmoins, certains aspects de l'économie régionale sont positifs. En dépit de la crise, les banques maintiennent leurs financements. L'augmentation des prix reste modérée. Après la forte chute de 2011, les créations d'entreprises sont stables, essentiellement soutenues par des créations dans le secteur industriel. Au niveau agricole, le secteur de la viande, au prix d'une restructuration de la filière et grâce aux aides publiques, a réussi à garder une certaine compétitivité. Les activités du port de Fort-de-France reprennent en 2012 après la baisse de 2011. De plus, même si la France métropolitaine reste le principal partenaire de la Martinique au niveau des échanges commerciaux, de nouvelles zones d'échanges s'affirment.

Nicolas PRUD'HOMME

### **Actualités**



### 2012 en quelques dates

### 27 février

Conflit à la poste. Les facteurs s'opposent à la nouvelle réforme portant sur la distribution du courrier.

### 1er mars

La SOCOPMA, principale coopérative maraîchère de la Martinique est placée en redressement judiciaire car elle connaît une situation financière difficile.

### 16 mars

Grève des salariés des stations service. Leurs employeurs sont accusés de ne pas tenir leurs engagements.

### 21 avril

Premier tour des élections présidentielles en Guadeloupe, Martinique, Guyane, à Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Barthélemy, Saint-Martin et en Polynésie française. Les électeurs votent le samedi pour tenir compte du décalage horaire.

### 5 mai

Un nouveau Président de la République, de gauche, est élu. En Martinique, il obtient 68,43 % des suffrages exprimés.

### 9 et 16 juin

La Martinique a élu ses 4 députés. Le parti socialiste et ses alliés remportent 314 sièges sur 577 à l'Assemblée Nationale.

### 2 juillet

La plus haute tour des petites Antilles, la tour Lumina, est terminée. Cet ensemble abritera des bureaux, des appartements de luxe et un hôtel.

### 3 juillet

La société BBS (Bourdillon Bellonie et Successeurs) et ses rhums La Mauny et Trois-Rivières ont été rachetés par le groupe Chevrillon. BBS était détenu par La Martiniquaise, leader français des Spiritueux.

### 19 juillet

Entrepreneurs et salariés du BTP manifestent pour exprimer leur inquiétude sur la situation du secteur qui enregistre un net recul depuis quelques années.

### 22 août

La tempête Isaac a provoqué quelques dégâts matériels dans le département (montées des eaux, chute d'arbres) mais ce sont surtout les transports maritimes qui ont été perturbés.

### 11 Octobre

Le tribunal administratif de Fort-de-France délivre l'ordonnance relative à l'épandage aérien. L'article 2 interdit désormais l'utilisation du banol dans le traitement de la cercosporiose noire du bananier.

### 24 octobre

Lors des « Journées recherches du plan chlordécone », l'IFREMER communique sur la contamination constatée des langoustes par la chlordécone, suite à de nouvelles données issues des dernières études menées par l'institut.

### 13 décembre

L'hôpital psychiatrique de Colson déménage. Patients et personnel sont installés désormais dans leurs nouveaux locaux situés à Mangot Vulcin. Ce transfert s'est étalé sur plusieurs semaines.

### 17 décembre

La compagnie aérienne low cost XL Airways annonce qu'elle desservira la Guadeloupe et la Martinique au départ de Roissy.

### 21 décembre

Les marins-pêcheurs sont en grève pour réclamer des mesures efficaces pour compenser les pertes liées à la pollution des côtes.

# Ralentissement de l'activité mondiale en 2012

En 2012, le Produit Intérieur Brut mondial a progressé dans l'ensemble des régions à un rythme moindre qu'en 2011, en lien avec la poursuite des tensions autour de la soutenabilité des dettes souveraines des pays développés et les tensions aux moyen orient.

n 2012, l'activité n'a progressé que de 3,2 %. Cette croissance modérée est à relier:

- à une moindre contribution de la consommation privée, en lien avec des incertitudes sur le marché du travail et à des questionnements sur la soutenabilité des dettes souveraines,
- à une consommation publique en forte décélération, dans le cadre des consolidations budgétaires,
- à une contribution des stocks quasi nulle après leur reconstitution l'année précédente, face à une prévision de demande stabilisée.

Aux États-Unis en 2012, la croissance a été légèrement plus dynamique qu'en 2011 (2,2 % après 1,8 %). Les conditions plus favorables sur les marchés financiers ont favorisé l'investissement des entreprises. La consommation des ménages a également soutenu l'activité grâce à une hausse du pouvoir d'achat avec l'amélioration du marché du travail et le retournement du marché immobilier contribuant à améliorer le bilan des ménages.

En Chine et en Inde, la croissance a fortement décéléré en 2012 (respectivement 7,8 % et 4,0 % après 9,3 % et 7,7 %). En Inde, les prix à la consommation, qui ont augmenté de plus de 9 % en un an, menacent toujours d'éroder les progrès

La crise épargne les pays émergents

Croissance du PIB en 2011 et 2012, projections pour 2013 et 2014

En %			Proje	ections
	2011	2012	2013	2014
Monde	4,0	3,2	3,3	4,0
Économies avancées	1,6	1,2	1,2	2,2
États Unis	1,8	2,2	1,9	3,0
Zone Euro, dont :	1,4	-0,6	-0,3	1,1
France	2,0	0,0	-0,1	0,9
Allemagne	3,1	0,9	0,6	1,5
Japon	-0,6	2,0	1,6	1,4
Pays émergents ou en développement	6,4	5,1	5,3	5,7
Chine	9,3	7,8	8,0	8,2
Inde	7,7	4,0	5,7	6,2
Amérique Latine - Caraïbes	4,6	3,0	3,4	3,9
Brésil	2,7	0,9	3,0	4,0
Venezuela	4,2	5,5	0,1	2,3
Amerique Centrale <sup>1</sup>	4,7	4,8	4,4	4,1
Panama	10,8	10,7	9,0	7,2
Caraïbes <sup>2</sup>	2,8	2,4	2,2	3,0
Haïti	5,6	2,8	6,5	6,3
République Dominicaine	4,5	3,9	2,2	3,4
· Antigua et Barbuda	-3,0	1,6	1,7	3,2
Dominique	1,9	0,4	1,3	1,5
Sainte-Lucie	1,4	-0,4	1,1	2,2
Barbade	0,6	0,0	0,5	1,0
Trinidad et Tobago	-2,6	0,4	2,0	2,5
Suriname	4,7	4,5	4,5	4,5

1 Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

2 Antigua-et-Barbuda, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint Kitts-et-Nevis, Sainte Lucie, Saint-Vincent et les Grenadines, Suriname et Trinidad-et-Tobago

Sources: FMI, World Economic Outlook, avril 2012 sauf (\*) Insee, comptes nationaux, base 2005.

enregistrés. A contrario, en Chine la hausse des prix s'est stabilisée.

Au Japon, l'activité du pays a accéléré (+ 2,0 % après – 0,6 %). La détention très majoritaire de titres d'état japonais par leur concitoyen rend acceptable le niveau de dette publique. En 2012 comme en 2011, le prix du pétrole est resté élevé, avec des répercussions visibles sur les prix des produits alimentaires, en particulier sur les produits frais.

### Dans la zone Euro, coup d'arrêt pour la reprise

En 2012, l'activité dans la zone euro a reculé (– 0,6 %) sur fond de consolidation budgétaire et de poursuites des crise de dettes souveraines. La Banque Centrale Européenne a continué de mettre en œuvre des opérations dans l'objectif d'apaiser les tensions financières. Cependant cette détente n'a pas

permis de desserrer les conditions de crédit nécessaires au redémarrage de l'investissement. De plus, les mesures budgétaires pèsent toujours sur le revenu des ménages, déjà fortement affectés par la dégradation du marché du travail et la hausse des prix. Dans les pays les plus endettés, les agents anticipent toujours une hausse de la fiscalité, entrainant l'attentisme.

Les situations des différents membres restent hétérogènes, mais l'activité diminue dans la plupart des pays membres. L'Allemagne conserve une dynamique de croissance (+ 0,9 %), toutefois ralentie par rapport à l'année précédente (+ 3,1 % en 2011). La demande intérieure contribue négativement à l'activité en Espagne (– 1,4 %) et en Italie (– 2,4 %). Au Portugal et en Grèce, la situation reste toujours très préoccupante (baisse respective de – 3,2 % et – 6,4 % du produit intérieur brut).

### Contexte national et International

### Le prix du pétrole reste élevé

Évolution du prix moyen du baril de Brent, pétrole brut léger (Royaume Uni), moyen (Dubai) et lourd (/Texas) (calcul à pondération égale)



Source : Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (unctadstat. unctad.org)

En 2012, l'inflation est restée assez modérée en Europe et n'a que très légèrement ralenti (+ 2,5% après + 2,7%).

### Croissance nulle en France en 2012

En 2012, après avoir crû de 2,0 % en 2011, la croissance économique française a été nulle.

Cette stagnation de l'activité économique en France est à relier aux déstockages des entreprises (contribution de – 0,9 point à la croissance), ainsi qu'à la diminution de leur investissement (baisse de 2,1 % pour les ENF (Entreprises Non Financières), contribution de – 0,2 % à la croissance).

Dans cette conjoncture dégradée, la consommation des ménages n'a pas soutenu l'économie en 2012. En effet, leurs dépenses ont diminué (– 0,4 %, contribution de – 0,2 point de PIB), une première depuis 1993.

Parmi les dépenses de biens manufacturés, celles en biens d'équipement, généralement les plus dynamiques, ralentissent en 2012 (+ 4,2 % après + 6,8 %, plus faible hausse depuis 1993). Les autres postes stagnent ou reculent, avec une baisse marquée des achats d'automobiles (– 7,0 % après + 0,6 %). Les dépenses en énergie-eau-déchets (notamment le gaz et l'électricité pour le chauffage) rebondissent en 2012 (+ 5,2 %), après avoir chuté en 2011 du fait de températures (– 9,1 %).

Le commerce extérieur a soutenu la croissance en France en 2012 (contribution + 1,0 point). Malgré la décélération du commerce mondial, les exportations ont progressé (+ 2,4 % après + 5,4 %). En lien avec l'atonie de la demande intérieure dont le contenu en import est important, les importations ont diminué (– 1,1 %), contribuant ainsi positivement à la croissance (+ 0,3 %).

L'inflation en France en 2012 est restée modérée (+ 2,0 %) et est essentiellement imputable à la hausse des prix des produits alimentaires frais. Elle est restée inférieure à celle des autres pays de la zone euro (2,5 % en moyenne), mais proche de celle relevée aux des États-Unis (2,1 %) et en Allemagne (2,0 %).

### L'activité reste soutenue en Amérique Latine et dans les Caraïbes

En 2012, en Amérique Latine et dans la Caraïbe, l'activité progresse moins (3,0 % après 4,6 % en 2011) et l'inflation est restée très élevée (+ 6,0 %), diminuant d'autant les gains de pouvoir d'achat des ménages.

Au Brésil, l'activité progresse moins en 2012 (+ 0,9 %), touchée par la situation internationale et les coupes budgétaires, au détriment de l'investissement public. Cependant, la politique monétaire a permis de contenir l'inflation (+ 5,4 %) protégeant les gains de pouvoir d'achat. Au Suriname, la croissance reste soutenue (+4,5%) grâce à des exportations de pétrole et d'or représentant environ la moitié du PIB et près de 90 % des exportations. L'augmentation des prix à la consommation a été moindre que l'année précédente (+ 5,0 % après + 18,0 %), permettant de conserver en partie les bénéfices de l'augmentation de la production nationale, cependant la pauvreté touche toujours la moitié de la population.

Dans les petites Antilles (îles de l'Organisation des états de la Caraïbe orientale) l'activité est restée très morose, soutenue uniquement par les dépenses publiques, alors que la dette publique poursuit sa dégradation.

En Haïti, la croissance a moins progressé en 2012 qu'en 2011 (+ 2,8 %), les personnes les plus vulnérables restent toujours confrontées à des conditions de vie très précaires.

Fabien BREUILH

### Pour en savoir plus

- World Economic Outlook (WEO), "Hopes, Realities, Risks", avril 2013,

http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2013/01/pdf/text.pdf

- Regional Economic Outlook, Western Hemisphere, "Rebuilding Strength and Flexibility", april 2013,

http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2012/whd/eng/pdf/wreo0412.pdf

- Note de conjoncture, «Éclaircie mondiale, l'Europe encore dans l'ombre», mars 2013,

http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys\_conj/archives/mars2013\_ve.pdf

- Les comptes de la nation en 2012, «Le PIB stagne, le pouvoir d'achat recule», Insee Première n°1447, mai 2013, http://www.insee.fr/fr/themes/document.asp?ref\_id=ip1447

### Commerce extérieur



# Les échanges extérieurs au ralenti

Les échanges commerciaux se tassent en Martinique en 2012. La morosité de l'activité économique génère un climat attentiste défavorable à l'investissement des entreprises. Hors produits pétroliers, les importations baissent sensiblement (- 6,9 %) alors que les exportations progressent timidement (+ 0,8 %). La France métropolitaine reste le principal partenaire de la Martinique. Cependant, de nouvelles zones d'échange s'affirment.

### Les importations marquent une pause

En 2012, le montant global des importations martiniquaises est de 2,8 milliards d'euros, soit en légère hausse de 0,7 % par rapport à 2011. Le contexte économique de la Martinique explique en partie cette stabilité. En effet, l'année 2012 n'a pas amené le sursaut économique nécessaire pour que l'activité retrouve son niveau d'avant la crise de 2009. Le manque de confiance des entreprises et des ménages paralyse l'activité économique de l'île et impacte négativement les échanges extérieurs.

Hors produits pétroliers, les importations enregistrent un repli de 6,9 %. Avec un recul de 20 %, le secteur des biens d'équipements

est le plus concerné par cette baisse. La baisse dans ce secteur est conjoncturelle. En 2011, les importations avaient été dynamisées par les importations liées à l'équipement de la nouvelle centrale électrique (matériels mécaniques, électroniques, informatiques,...) de Bellefontaine.

La morosité de l'activité économique est confirmée par la baisse importante des importations de l'industrie automobile (– 13 %) qui pénalise l'ensemble du secteur des transports. L'impact est alors négatif sur le secteur des transports. De plus, il y a un tassement de la consommation des ménages en produits automobiles. L'augmentation des importations de denrées alimentaires est en grande partie liée à la hausse des prix.

### 27 % des importations en provenance de la Norvège et des États-Unis

Part de la zone partenaire dans les échanges de biens et solde commercial de la Martinique en 2012

En % et millions d'euros	Importations		Export	Solde	
	valeur	%	valeur	%	
France métropolitaine	1 396	49,6	163,5	38,6	-1 232,1
Norvège	425	15,1	0,0	0,0	<b>-</b> 425,0
Union européenne hors France	337	12,0	9,6	2,3	-327,2
Etats-Unis	323	11,5	14,9	3,5	-308,1
Caraïbe hors ACP*	59	2,1	2,3	0,5	-56,5
Chine	63	2,2	0,1	0,0	-62,5
Caraïbe ACP*	50	1,8	4,2	1,0	-46,0
Guadeloupe	38	1,4	118,6	28,0	80,4
Guyane	9	0,3	103,7	24,5	94,9
Autres	113	4,0	7,1	1 <i>,7</i>	-106,1
Total	2 812	100,0	424,0	100,0	<b>-</b> 2 388,2

Source: Douanes, calculs Insee

### La moitié des importations provient de la métropole

Le principal fournisseur de la Martinique reste la France métropolitaine. Cependant, cette année encore, la part des produits métropolitains baisse de deux points. Leurs parts de marché progressent dans les secteurs des produits pharmaceutiques, des matériels électriques, électroniques et informatiques. En revanche, elle baisse dans le secteur des produits alimentaires.

Avec 15 % des importations totales, la Norvège est le deuxième parte-

Caraïbe hors ACP: Anguilla, Antilles néerlandaises, Aruba, Bermudes, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Îles Caïmanes, Îles Turques et Caïques, Îles Vierges américaines, Îles Vierges britanniques, Montserrat, Mexique, Nicaragua, Panama, Porto Rico, El Salvado Caraïbe ACP: Antigua-et-Barbuda, Barbade, Cuba, Bahamas, Belize, Dominique, Guyana, Grenade, Haïti, Jamaïque, République dominicaine, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname, Trinité-et-Tobago.



<sup>\*</sup> ACP: Afrique Caraibe Pacifique

### Commerce extérieur



naire de la Martinique. Les échanges concernent exclusivement du pétrole brut qui représente 88 % des achats faits par la SARA.

La part des importations en provenance des États-Unis augmente de trois points (12 %), liée principalement à la hausse des achats de produits pétroliers.

Aussi, la part des achats effectués dans la zone Caraïbes (ACP et hors ACP) et dans le reste du monde baisse sensiblement.

### Le pétrole raffiné dope les exportations

En 2012, le montant des exportations atteint les 424 millions d'euros, soit une augmentation de 29 % par rapport à 2011. Les exportations martiniquaises se concentrent principalement autour de 3 produits : le pétrole, la banane et le rhum. Hors produits pétroliers raffinés, les exportations enregistrent une légère hausse de 0,8 %.

Les exportations de pétrole raffiné progressent de 80 % en 2012. Toutefois, cette embellie est à nuancer car en 2011, la SARA a connu des périodes d'arrêt technique qui ont impacté négativement le volume de production. En 2012, la majorité de la production a pour destination la Guadeloupe (53 %) et la Guyane (37 %). Hors DFA¹, les États-Unis sont le plus important client de la Martinique (6,5 %).

Malgré une année marquée par l'apparition de la cercosporiose noire, une maladie qui affecte les bananeraies ainsi que la qualité des bananes exportées, les exportations augmentent en 2012 de 5,3 % pour atteindre 39 % des exportations hors produits pétroliers raffinés.

Les exportations de rhum poursuivent leur progression. Hors produits pétroliers raffinés, elles représentent 19 % de la valeur globale des exportations martiniquaises.

Les exportations de matériels de transports progressent de 64 %. Cependant, leur poids dans les exportations reste faible.

### 40 % des exportations vers la France métropolitaine

La France métropolitaine est destinataire de 40 % des exportations de la Martinique. Le marché métropolitain absorbe la totalité de ses exportations de bananes et les trois quarts de ses exportations de rhum.

En 2012, 28 % des exportations se font en direction de la Guadeloupe (8 points de plus qu'en 2011) et 22 % vers la Guyane (+ 2 points). Pour ces deux régions, cette progression concerne presque exclusivement les produits pétroliers raffinés.

Christiane MILLET

### Les exportations de produits pétroliers explosent

Évolution de la valeur des importations et des exportations par secteur d'activité en Martinique en 2012

En millions d'euros et %	Impo	ortations	Exportations	
	Valeur	évolution	Valeur	évolution
Agriculture, sylviculture et pêche	48,9	1,1	86,8	3,2
Hydrocarbures naturels, autres produits des industries extractives, éléctricité, déche	ets 481,2	36,5	15,6	-19,2
Denrées alimentaires, boissons et produits à base de tabac	394,7	2,9	50,1	-3,8
Produits pétroliers raffinés et coke	376,0	7,8	206,2	82,8
Equipements mécaniques, matériel électrique, électronique et informatique	399,7	-20,0	9,5	-15,9
Matériels de transport	248,6	-12,1	13,3	64,2
dont industrie automobile	227,4	-13,2	1,6	6,7
Autres produits industriels	839,9	-1,2	42,3	3,9
dont pharmacie	140,8	-3,4	1,5	-46,4
Autres	23,2	-12,1	0,2	-33,3
Total	2 812,2	0,7	424,0	29,0

Source: Douanes, calculs Insee

L'espace Caraïbe comprend toutes les îles de la Caraïbe, ainsi que les pays d'Amérique Centrale et du sud qui possèdent une ouverture maritime sur la Caraïbe. Les échanges avec Porto-Rico sont confondus avec ceux des États-Unis faute de données les isolant. On y distingue un groupe de pays signataires de l'accord de libre échange de Cotonou (pays ACP de la Caraïbe) et ceux qui n'en font pas partie (« Pays non-ACP de la Caraïbe»), dans la mesure où ils ne bénéficient pas du même régime douanier dans leurs relations avec l'Union européenne et donc avec les départements français d'outre mer.

<sup>1-</sup> Département Français d'Amérique

### Épargne-crédit



# Malgré la crise, les banques maintiennent leurs financements

En dépit d'un contexte économique dégradé, en 2012, l'évolution monétaire et financière de la Martinique est caractérisée par une poursuite de la croissance des financements bancaires. La sinistralité est stable, malgré la légère hausse enregistrée en fin d'année. La progression des encours bancaires est hétérogène et tient pour l'essentiel à la croissance des crédits d'investissement des collectivités locales et des crédits à l'habitat des ménages.

### L'encours des crédits octroyés par les banques continue de progresser

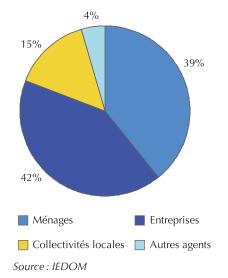
'encours sain de crédit progresse (+ 2,3 % sur un an) et atteint 7,9 milliards d'euros à fin 2012, dont 91,3 % ont été consentis par les établissements de crédit installés localement. En tenant compte des créances douteuses, l'encours s'élève à 8,5 milliards d'euros.

Cette évolution est portée par la croissance de l'encours des collectivités locales (+ 8,6 % à 1,2 milliard d'euros) et, dans une moindre mesure, de celui des ménages (+ 2,1 % à 3,1 milliards d'euros), alors que celui des entreprises stagne (à 3,3 milliards d'euros).

Les crédits des collectivités locales sont essentiellement constitués de crédits d'investissement, ces derniers étant en nette progression en 2012 (+ 10,5 % à 1,2 milliard d'euros). La croissance de l'encours des collectivités re-

### L'encours des crédits progresse surtout pour les collectivités locales

Répartition des encours sains de crédits par catégorie d'agents économiques en Martinique



présente plus de la moitié de celle des encours sains, toutes catégories d'agents confondus.

Les crédits d'investissement des entreprises sont en recul (– 1,4 % à 1,7 milliard d'euros). Les crédits d'exploitation retrouvent un niveau proche de celui de fin 2011 (+ 1,4 % sur un an à 0,5 milliard d'euros), après avoir connu un pic en cours d'année: les crédits de trésorerie sont en net repli (– 11,7 %), alors que les comptes ordinaires débiteurs sont en progression sensible (+ 15,0 %), signe des difficultés de trésorerie des entreprises.

Signe de la prudence des ménages, les crédits à la consommation sont en retrait (- 2,8 % à 0,9 mil-

### Poursuite de la progression des encours

Encours des crédits et des avoirs de la clientèle en Martinique



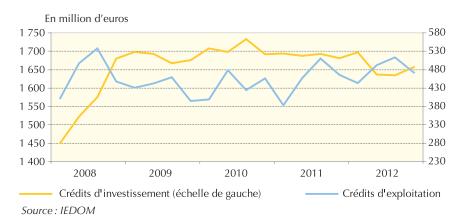
8

### Épargne-crédit



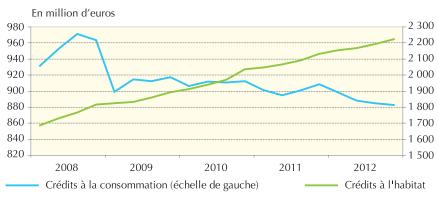
### Moins de crédits d'investissement

### Encours des crédits aux entreprises en Martinique



### Les ménages continuent d'emprunter pour l'habitat

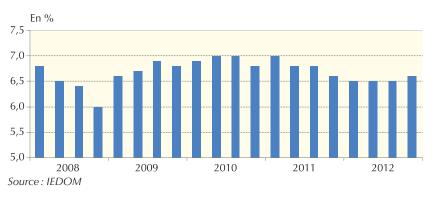
### Encours des crédits aux ménages en Martinique



Source: IEDOM

### Dégradation en fin d'année

### Taux de créances douteuses des établissements de crédits en Martinique



liard d'euros), alors que les crédits à l'habitat restent orientés à la hausse (+ 4,2 % à 2,2 milliards d'euros).

### La sinistralité est stable malgré une légère dégradation en fin d'année

Fin 2012, la qualité du portefeuille se dégrade légèrement.

Les créances douteuses brutes des établissements de crédit installés localement s'élèvent à 0,5 milliard d'euros (+ 4,1 %). Ainsi, le taux de créances douteuses représente 6,6 % de l'encours brut à fin 2012, alors qu'il était stable à 6,5 % depuis le début de l'année. Il retrouve un niveau comparable à celui de fin 2011.

### Les actifs financiers sont en hausse et la place martiniquaise reste emprunteuse

En 2012, les avoirs des agents économiques progressent pour atteindre 6,5 milliards d'euros en fin d'année (+ 4,3 %). S'agissant plus particulièrement des ménages, la période d'incertitude économique favorise un arbitrage en faveur des placements peu risqués. Ainsi, l'évolution des comptes d'épargne à régime spécial est portée par la hausse des livrets A, bleus et de développement durable, alors que l'épargne à long terme bénéficie d'un regain d'intérêt pour les plans d'épargne logement et les contrats d'assurance-vie.

Compte tenu du niveau des encours de crédits par rapport à celui des actifs financiers, la place martiniquaise reste emprunteuse de 2,0 milliards d'euros.

Nicolas BRUN IEDOM Fort-de-France





### Hausse modérée des prix

En 2012, les prix à la consommation des ménages ont augmenté de + 1,5 % en Martinique. Cette augmentation est moins importante que celle de 2011 (+ 2,6 %). Les services, l'énergie, ainsi que les produits alimentaires contribuent activement à l'inflation. En moyenne annuelle, tous les indices ont continué leur progression, excepté celui des produits manufacturés.

es services sont la principale source d'inflation: avec une hausse de 1,3 %, ils contribuent à 0,6 point à la hausse des prix. Ce poste représente plus du tiers de la consommation des ménages. Les prix des loyers et services rattachés ont augmenté de 1,1 % alors que l'évolution des coûts des transports et des communications reste plus modérée (+ 0,8 %). Les autres services eux, progressent de + 1,6 %.

L'indice des prix de l'énergie a continué de croître en 2012 (+ 5,3 %) sous l'effet principalement de la hausse des prix des produits pétroliers (+ 6,1% sur un an), mais n'atteint pas le niveau élevé de 2011 (+ 16,2 %). Les nombreuses modifications tarifaires survenues dans le courant de l'année 2012 ont régulé l'évolution des prix. En moyenne annuelle, le prix des carburants et lubrifiants pour véhicule personnel a augmenté de 6,7 % en 2012 (+ 18,4 % en 2011), alors que celui de la bouteille de gaz a diminué de 0,7 %. Les tarifs de l'électricité ont eux aussi progressé (+ 2,9 %) en lien avec la hausse des prix appliquée lors du deuxième semestre 2012.

Les prix de l'alimentation ont connu une inflation plus forte qu'en 2011 (+ 3,1%). En moyenne annuelle, les prix des produits frais sont en nette augmentation + 3,8 %. Il en est de même pour les autres produits alimentaires (+ 2,9%). Les principales

### Hausse modérée des prix en 2012

Indice des prix à la consommation de Martinique

En Indice et %	Indice base 100 année 1998
----------------	----------------------------

Regroupements	Pondérations 2012	Indices 2011 moyen	Indice 2012 moyen	Variation 2012/2011	Contributions à la hausse des prix en 2012
Alimentation	1 703	132,6	136,7	3,1	0,5
Produits Frais	326	137,9	143,2	3,8	0,1
Alimentation hors produits frais	1 377	130,3	134,1	2,9	0,4
Tabac	22	435,8	446,4	2,4	0,0
Produits manufacturés	2 918	106,3	105,9	-0,3	-0,1
Habillement et chaussures	744	98,6	95,4	-3,3	-0,2
Produits de santé	164	90,0	89,2	-0,8	0,0
Autres produits manufacturés	2 010	111,5	112,4	0,8	0,2
Énergie	900	152,4	160,5	5,3	0,5
Produits pétroliers	690	168,2	178,4	6,1	0,4
Services	4 457	129,5	131,2	1,3	0,6
Loyers et services rattachés (1)	1 099	141,0	142,5	1,1	0,1
Services de santé	247	123,4	123,3	0,0	0,0
Transports et communications	584	109,1	110,0	0,8	0,0
Autres services (2)	2 527	129,4	131,5	1,6	0,4
Ensemble	10 000	126,2	128,1	1,5	1,5

Source: Insee Dirag



<sup>[1]</sup> Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

<sup>[2]</sup> Les autres services regroupent: les soins personnels, les effets personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

### Prix de détail



hausses concernent les prix des produits « pains et céréales », « huiles et graisses » et « viandes ».

Les prix des produits manufacturés sont en baisse de 0,3 % en 2012. Les prix de l'habillement et chaussures (– 3,3 %) ainsi que ceux des produits de santé (– 0,8 %) ont participé largement à ce recul. A l'inverse, en 2012, les prix des autres produits manufacturés continuent leur progression.

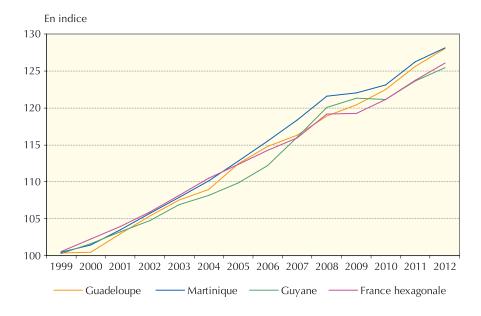
### Plus proche des autres départements

Depuis 2006, la progression des prix en Martinique était largement supérieure à celle des départements de la Guadeloupe et de la Guyane. Cependant en 2012, l'écart de prix a peu évolué entre les départements d'outre-mer. En effet, la moyenne annuelle de l'indice des prix de la Guadeloupe et de la Guyane s'élèvent respectivement à + 1,9 % et

+ 1,5 %. Contrairement à l'année précédente, l'évolution de l'indice des prix de la France métropolitaine (+ 2,0 % en 2012) est supérieure à celle de la Martinique.

Monette POLOMACK

### Ralentissement des prix en 2012 Évolution des prix entre 1999 et 2012 dans les DFA et en France métropolitaine



Source: Insee Dirag

### **Définitions**

L'indice des prix à la consommation (IPC): instrument de mesure de l'inflation, il permet d'estimer la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages entre deux périodes. C'est une mesure synthétique de l'évolution des prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au Journal Officiel.

La variation moyenne annuelle: variation entre la moyenne de l'année n et celle de l'année n-1. Elle diffère de l'évolution en glissement qui mesure l'évolution des prix entre le début et la fin de la période sans tenir compte des évolutions enregistrées durant l'année.





### Créations d'entreprise



### Stabilité du nombre de créations d'entreprises

En 2012, les créations d'entreprises sont stables en Martinique, après une forte chute en 2011 (- 18 %). En progression de 5 % par rapport à 2011, le nombre d'autoentrepreneurs soutient la création d'entreprises en Martinique. Les créations d'entreprises sont plus nombreuses dans les activités de soutien aux entreprises. Néanmoins, c'est dans l'industrie que le nombre de créations augmente le plus (+ 19 %). Deux créateurs d'entreprises sur cinq sont des auto-entrepreneurs et neuf sur dix ont démarré leur activité sans salarié.

### Le statut de l'auto-entrepreneur soutient la création d'entreprise

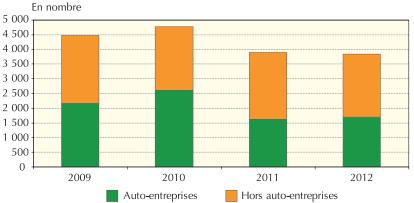
n 2012, en Martinique, 3 847 Lentreprises ont été créées dans les secteurs marchands non agricoles, soit une baisse de 1,3 % par rapport à 2011. Dans la quasitotalité des régions, le nombre de nouvelles entreprises évolue peu: entre -2.5% et +3.5%. La Guadeloupe fait exception avec une chute des créations d'entreprises de 10 %. En Martinique, cette faible diminution s'explique par une baisse des créations hors autoentreprises (-6,3 %), compensée par une hausse de 5,2 % du nomd'auto-entrepreneurs. Cette augmentation du nombre d'autoentreprises est comparable à celle observée en France métropolitaine (+ 5 %). En 2012, 44 % des nouvelles entreprises martiniquaises sont des auto-entreprises, après 41 % en 2011 et 55 % en 2010. En France métropolitaine, les auto-entrepreneurs constituent la majorité des créations d'entreprise (56 %). En Martinique, une entreprise créée sur trois est une société. Au nombre de 1 014, les sociétés à responsabilité limitée (SARL) restent majoritaires parmi l'ensemble des créations de sociétés (environ 83 %).

# Le soutien aux entreprises demeure le premier gisement des créations d'entreprise

En 2012, le soutien aux entreprises (activités juridiques, comptables, de gestion, de services administratifs, ...) reste le premier secteur de créations d'entreprise dans l'économie de la Martinique. Avec 930 créations, il représente 24 % du renouvellement des entreprises martiniquaises. Dans cette activité, 28 % de ces nouvelles unités sont sous le régime de l'autoentrepreneur.

### Stabilité du nombre de nouvelles entreprises

Évolution des créations d'entreprises en Martinique en 2012



Champ: ensemble des activités marchandes non agricoles Source : Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements

### Créations d'entreprise



Avec 750 créations, le commerce demeure le second secteur créateur d'entreprises. Dans ce secteur, 32 % des nouvelles unités sont des auto-entreprises.

# Forte augmentation des créations d'entreprises dans l'industrie

C'est dans l'industrie, en particulier dans l'industrie alimentaire (+ 30 %), que le nombre de créations augmente le plus (+ 19 %), après une très forte baisse en 2011 (-36 %). Dans ce secteur, les immatriculations d'entreprises individuelles augmentent (+ 18 %) presque autant que celles de sociétés commerciales (+ 19 %). Le nombre de créations d'entreprises progresse sensiblement aussi dans le transport, l'hébergement et la restauration (+ 17 %). Cette forte hausse, notamment dans l'hébergement, s'explique en partie par des opérations commerciales qui permettent d'optimiser les avantages liés à la défiscalisation. Par ailleurs, après une vive hausse en 2011 (+ 27 %), les créations d'entreprises dans les activités immobilières chutent (-26 %). Cette chute s'explique surtout par la diminution des créations de sociétés par actions simplifiées (SAS). Elles avaient fortement augmenté en 2011, notamment pour les activités de location de terrains et autres biens immobiliers. Le nombre de créations d'entreprises dans le commerce continue de diminuer: – 7 % après – 22 % en 2011.

### La quasi-totalité des créations n'ont pas de salarié

Neuf entreprises créées sur dix sont des unités sans salarié. Le seul emploi généré est celui de l'entrepreneur. Parmi les créations sans salarié, les entreprises hors autoentrepreneurs sont majoritaires (53 %). En 2012, les 250 entreprises créées avec salariés emploient en moyenne 2,9 salariés. Parmi les 720 emplois créés en 2012, six sur dix concernent le commerce et la construction. Trois entreprises de plus de 20 salariés ont été créées.

### Un créateur d'entreprise sur cinq est âgé de moins de 30 ans

Six créateurs sur dix sont âgés de 30 à 49 ans. Et, un créateur d'entreprise sur cinq est âgé de moins de 30

ans. Proportionnellement, ces derniers sont plus nombreux dans les activités financières et d'assurance (40 %) et dans l'information et la communication (31 %).

Dans les secteurs de la construction et l'enseignement, la santé et l'action sociale, les disparités selon le sexe sont plus marquées: seuls 2 % des créateurs d'entreprise dans la construction sont des femmes contre 60 % dans l'enseignement, la santé humaine et l'action sociale.

Cynthia DUCHEL

### **Définitions**

Auto-entrepreneur: Le régime de l'«auto-entrepreneur» s'applique depuis le 1er janvier 2009 aux personnes physiques qui créent ou possèdent déjà une entreprise individuelle pour exercer une activité commerciale, artisanale ou libérale (hormis certaines activités exclues), à titre principal ou complémentaire, et dont l'entreprise individuelle remplit les conditions du régime fiscal de la micro-entreprise et qui opte pour exercer en franchise de TVA.

Société A Responsabilité Limitée (SARL): société groupant des associés dont la responsabilité est limitée à leur apport personnel et dont les pouvoirs (droits de vote, droits sur les bénéfices...) sont proportionnels à la part du capital détenue.

### Champ

Dans l'industrie, le champ ne couvre pas les créations d'entreprises sans salarié relevant du secteur de la production d'électricité. Cela ne correspond pas à une activité industrielle mais à des entreprises montées pour gérer l'électricité produite par des installations photovoltaïques.

### Des créations d'entreprises plus nombreuses dans trois secteurs d'activité

### Principaux secteurs créateurs en Martinique



Champ: ensemble des activités marchandes non agricoles Source: Insee, REE (Répertoire des entreprises et des établissements)

### Agriculture



### Des filières agricoles en crise

Le secteur agricole sort globalement affaibli de l'année 2012. Les filières, en difficulté, sont en quête de stratégies pour relancer leur production et amorcer une sortie de crise. Seul le secteur de la viande, au prix d'une restructuration de la filière et grâce aux aides publiques conserve une certaine compétitivité.

### Le rendement de la banane en baisse

En 2012, le secteur de la banane a connu une remontée de ses cours, passant de 0,61 euro le kilo en 2011 à 0,70 euro en 2012 sur le marché européen. Cette amélioration provient d'une part des baisses des volumes produits au niveau mondial et d'autre part des pertes de production de fruits en Europe. Cependant, les fondements de la filière donnent quelques signes inquiétants car les rendements sont en recul. Sur une période de 10 ans, le potentiel des

rendements des exploitations de la banane export a chuté de 3,5 % par an. Cette baisse concerne plus particulièrement les planteurs produisant moins de 300 tonnes de banane. La cercosporiose noire qui s'est désormais installée amène à s'interroger sur les actions à conduire pour lutter contre la maladie et préserver le potentiel de production.

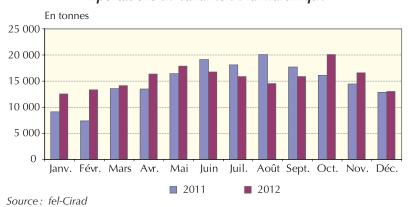
### Le secteur de la canne toujours en difficulté

La capacité de production de canne à sucre en Martinique est structurellement orientée vers une décroissance de plus de 1% par an. En dix ans, alors que les surfaces ont progressé de près de 4 %, les quantités livrées ont reculé de plus d'un quart. Les tonnages de canne manipulée sont en recul, particulièrement pour la canne manipulée en usine (-31,3 %). Les pertes sont moindres pour celle manipulée en distillerie (-7,1 %). Les rendements sont les plus faibles de la décennie. Cependant les prix à la tonne progressent, passant de 59,74 euros la tonne à 62,08 euros, soit une hausse de près de 4 %. La production de sucre, elle, a régressé de 45 % entre 2002 et 2012.

En dix ans, la production de rhum est en repli de 9 %. En revanche, les ventes de rhum se sont accrues de 14 % ces cinq dernières années. Cette performance est à mettre au crédit des exportations (+ 18 % de 2007 à 2012). Les ventes locales progressent peu. Elles auraient tendance à se contracter lors des baisses d'affluences touristiques. L'évolution récente du poids des bagages admissibles sans surtaxe de la part des compagnies aériennes laisse penser que ces ventes auront tendance à décroître.

### Des exportations qui stagnent

Exportations de bananes de la Martinique



### La filière canne toujours en difficulté

Production de canne et de rhum

	2011	2012	évolution 2011/2012
Cannes manipulées usine (tonne)	68 994	47 368	-31,3
Cannes manipulées distilleries (tonne)	137 677	127 938	<i>-7,</i> 1
Prix de la canne à sucre (€/t)	59,74	62,08	3,9
Production de rhum (hap)	83 033	85 400	2,9
Exportation de rhum (hap)	65 097	62 474	-4,0
Commercialisation locale de rhum (hap)	19 383	18 781	-3,1

Source: Daaf

### Agriculture



### La viande, une filière en essor

La production de viande en Martinique a progressé de 10 % de 2007 à 2012. Cette progression ne doit pas cacher les profonds bouleversements dans l'évolution des filières. En effet, cette performance incombe aux productions des filières d'élevages hors-sol organisées en coopératives (porcs, volailles). Leurs abattages contrôlés ont progressé de plus de 30 % en cinq ans.

En 2012, cette tendance se confirme par une croissance de plus de 5 % dont près de 9 % pour les productions hors-sol. Les mesures du POSEI (Programme d'Options Spécifiques à l'Eloignement et à l'Insularité) et le soutien des crédits d'État évitant le recours aux stabilisateurs ont pleinement été profitables pour ces productions. En d'autres termes, le développement de ces filières horssol reste fortement dépendant des soutiens publics. Des efforts de recherche de productivité doivent être entrepris pour réduire cette dépendance. En outre, le secteur doit faire face au renchérissement durable du coût des matières premières importées destinées à la fabrication des aliments pour animaux.

Concernant la production de viande de ruminants, les résultats de 2012 confirment la tendance à la baisse des abattages contrôlés des années antérieures. En 5 ans, ils ont reculé de 12 %. Néanmoins, les abattages contrôlés des éleveurs en coopérative décroissent moins vite que ceux des éleveurs non organisés, ce qui signe la diminution nette du nombre des petits détenteurs de bovins, non agriculteurs.

En 2012, la tendance générale de la filière bovine est un recul de 1 % par rapport à 2011. En revanche, le secteur coopératif enregistre une progression de 2 %.

2011. Depuis 2009, les quantités importées progressent de 7 %. Plusieurs types de produits locaux deviennent progressivement la variable d'ajustement de l'importation. Les débouchés peu rémunérateurs freinent l'écoulement de la production. En cause, les difficultés des organisations à s'adapter aux évolutions des habitudes de consommation. Néanmoins, le projet de plateforme régionale de commercialisation de la production locale de fruits et légumes, la volonté de consolider l'interprofession végétale ainsi que l'émergence de plusieurs entreprises vouées à la quatrième gamme, qui correspond aux fruits et légumes prêts à l'emploi, laissent entrevoir une sortie de crise pour la filière.

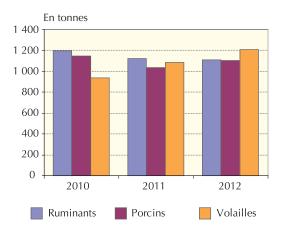
### Les fruits et légumes s'imposent péniblement sur le marché

En 2012, la production de fruits et légumes abandonne près de 9 % des volumes face à l'importation de produits frais, par rapport à ceux de

Eric ROUX Daaf-Sisep

### Les productions de volailles en progression

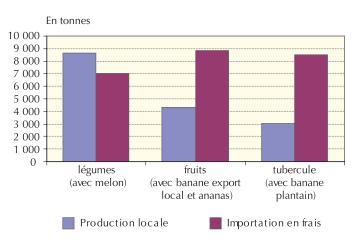
### Abattages contrôlés de 2010 à 2012 en Martinique



Source: SEMAM-Abattoirs Bôkail

### Le volume des importations de fruits et légumes reste important

### Production et consommation ds fruits et légumes en 2012



Source : Daaf



# Des autorisations de construire particulièrement faibles en 2012

En 2012, le nombre de logements autorisés à la construction recule de 9,6 % par rapport à 2011. Cette baisse touche autant les maisons individuelles que les appartements. Au cours des cinq dernières années, 3 300 autorisations de construire ont été délivrées par an en moyenne à la Martinique, la plupart au Lamentin et à Fort-de-France.

En 2012, 2 740 logements sont autorisés à la construction à la Martinique, soit une baisse de 9,6 % par rapport à 2011. Cette baisse est certes moindre que celle amorcée entre 2011 et 2010, mais elle représente le plus faible nombre d'autorisations des cinq dernières années. C'est même l'un des plus bas niveaux des dix dernières années.

Parmi ces 2 740 projets de construction délivrés, 50 % sont des logements individuels, 47 % des logements collectifs et 3 % des logements en résidence.

Entre 2011 et 2012, les autorisations de maisons individuelles et d'appartements baissent dans les mêmes proportions (– 7,5 %). Le nombre de logements en résidence a diminué de moitié (moins d'une centaine en 2012).

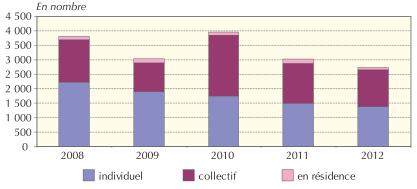
Au cours des cinq dernières années, la répartition des autorisations entre logements individuels, collectifs et en résidence, est respectivement de 53 %, 44 % et 3 %. Durant cette période, 1 750 maisons individuelles et 1 450 appartements ont été autorisés en moyenne par an.

La proportion de logements collectifs, particulièrement faible en 2009 (un tiers de logements autorisés), s'est accrue fortement en 2010 (plus d'un logement sur deux) et reste à un niveau élevé en 2011 et 2012 (46 % en moyenne).

### La CCNM, plus touchée par la baisse des autorisations de construire

En 2012, avec 1 050 projets de construction, la Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique (CACEM) rassemble 38 % des autorisations et repasse en tête des Établissements Publics de Coopération Intercommunales (EPCI), devant la Communauté d'Agglomé-

### Logements autorisés à la Martinique entre 2008 et 2012



Source : Deal Martinique, Sitadel



### Logement



ration de l'Espace Sud Martinique (CAESM), 910 projets, soit un tiers des autorisations et la Communauté des Communes du Nord de la Martinique (CCNM), 780 projets, soit 28 % des autorisations.

Sur une période plus longue, entre 2008 et 2012, 16 600 autorisations de construire ont été délivrées, ce qui représente 3 300 logements en moyenne par an, soit un niveau à peine supérieur à celui observé au cours des dix dernières années. Durant cette période, la répartition géographique des projets de construction a évolué. Si jusqu'en 2007, la CCNM n'attirait que 21 % des projets en moyenne, elle en capte 31,6 % entre 2008 et 2012, soit presqu'autant que la CACEM (32,8 %). L'année 2010 a été particulièrement propice à la CCNM en matière d'autorisations.

Pour autant, en 2012, c'est la CCNM qui est la plus fortement touchée par le recul du nombre de projets de construction: elle subit une baisse de 19 %, après celle de 32 % entre 2011 et 2010.

Ce recul est toutefois à nuancer puisqu'il touche le Nord Atlantique, alors que le nombre d'autorisations a progressé côté Caraïbe. Ce sont principalement les projets de construction d'appartements qui expliquent l'évolution du nombre d'autorisations. La CAESM enregistre un recul de 14 % des autorisations par rapport à 2011, observé en grande partie dans l'habitat individuel.

Seule la CACEM attire davantage de projets de construction: + 4 % par rapport à 2011.

### Le Lamentin, en tête des projets de construction en 2012

Avec 450 logements autorisés en 2012, la commune du Lamentin rassemble le plus grand nombre d'autorisations de construire, devant Fort-de-France (360) dont le niveau rejoint celui de 2009. Ces deux communes regroupent à elles-seules 30 % des projets de construction en 2012. A Fort-de-France, quatre projets sur cinq concernent un appartement, ce taux est de 65 % au Lamentin.

Au cours des cinq dernières années, Fort-de-France a délivré 2 300 autorisations et Le Lamentin 1 800: elles concentrent un quart des projets.

Enfin, Schoelcher, Le Robert, Ducos, Trinité et Le Vauclin ont délivré près d'un projet sur deux entre 2008 et 2012.

Martine Neiss Deal Martinique

# Nombre de logements autorisés entre 2008 et 2012 12 - 83 83- 258 258 - 493 493 - 802 Source : DEAL Martinique, SITADEL en date réelle 802 - 1804 1804 - 2312 0 10000 20000 m

### **Note**

Les chiffres publiés sont issus de la base de données SITADEL de suivi de la construction neuve. Cette base permet de connaître les autorisations de construire (permis délivrés) des logements et des bâtiments non résidentiels.

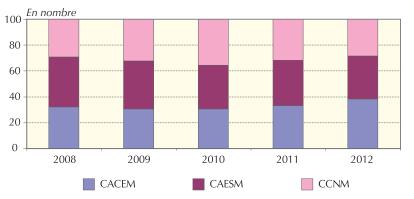
L'ensemble des logements comprend les logements ordinaires (individuels et collectifs) et les logements en résidence (logementsfoyers pour personnes âgées, logements en résidences pour étudiants...).

Les résultats publiés sont exprimés en date réelle, c'est-à-dire date à laquelle l'autorisation de construire a été délivrée.

Les séries en date réelle sont révisées tous les mois car elles prennent en compte les permis modificatifs, les annulations, les corrections, relatifs à un permis publié à une date ultérieure.

Les autorisations de construire délivrés dans l'année constituent un bon indicateur de l'activité future de la construction neuve.

### Logements autorisés à la Martinique par EPCI



Source: Deal Martinique, Sitadel

### Transport maritime

### Reprise des activités du port

Après la baisse enregistrée l'année dernière, les activités du port de Fortde-France reprennent en 2012 et se situent au même niveau que les années précédents 2011.

### Le trafic en hausse

Le trafic global dépasse la barre des trois millions de tonnes. En progression de 10,4 %, il retrouve ainsi le niveau de 2010.

Cette hausse est due essentiellement à la reprise du vrac pétrolier (+ 25 %) à part quasiment égale

entre le brut et le raffiné, dont l'activité est assurée par la SARA pour l'export.

Le tonnage de marchandises conteneurisées diminue légèrement (– 0,5 %) malgré la baisse plus marquée du nombre de conteneurs (– 2,4 %), en partie due au blocage du terminal à conteneurs au mois de décembre 2012.

### Des échanges de marchandises en hausse

Évolution du transit portuaire depuis 2008

En milliers de tonnes et %

						, ,
	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011
Liquides en vrac	1 400 708	1 415 117	1 504 899	1 162 396	1 455 742	25,2
Pétrole brut	677 153	611 841	718 937	551 543	699 252	26,8
Produits pétroliers raffinés	723 555	803 276	785 962	610 853	756 490	23,8
Total produits pétroliers	1 400 708	1 415 117	1 504 899	1 162 396	1 455 742	25,2
Autres liquides en vracs	0	0	0	0	0	
Solides en vrac	284 188	211 129	200 005	201 379	208 806	3,7
Céréales	34 537	41 319	38 427	37 977	41 907	10,3
Engrais	21 054	11 678	16 390	10 526	15 674	48,9
Clinker	208 653	138 910	131 550	152 876	151 225	-1,1
Autres solides en vracs	19 944	19 222	13 638	0	0	
Total liquides + solides en vrac	1 684 896	1 626 246	1 704 904	1 363 775	1 664 548	22,1
Marchandises diverses	1 405 340	1 393 579	1 504 217	1 450 910	1 443 819	-0,5
Conteneurs	1 369 340	1 357 579	1 468 217	1 414 910	1 407 819	-0,5
Autres	36 000	36 000	36 000	36 000	36 000	0,0
Total marchandises	3 090 236	3 019 825	3 209 121	2 814 685	3 108 367	10,4
Nombre de conteneurs*	146 380	142 240	150 710	147 258	143 728	-2,4
vides	52 315	49 085	44 429	43 765	45 306	3,5
pleins	94 065	93 155	106 281	103 493	98 422	-4,9

<sup>\*</sup> en équivalent vingt pieds

Source: Grand port maritime de la Martinique - Martinique Hub Caraïbe

### **Définitions**

Clinker: produit qui résulte de la cuisson des éléments dont est fait le ciment, avant réduction en poudre



antiane

### Transport maritime



### Progression de la croisière

Le nombre d'escales progresse de près de 5 % sur un an, en raison de la forte hausse d'escales relatives à la croisière (+ 46,7 %) et du trafic inter-îles qui atteint 13 %. En effet, en plus de l'Express des îles, de nouvelles escales ont été mises en place par la société Jean's.

Cependant, le nombre de passagers inter-îles ne progresse pas dans les mêmes proportions que les escales (+ 2,2 %), ce qui traduit un taux de remplissage en baisse.

Le nombre total de passagers de croisière est en forte progression (+ 189,5 %) en raison d'une part de la reprise de la croisière de transit (+ 59 000 croisiéristes en

2012) et d'autre part du regain des croisières basées au port (+ 18 500 passagers en 2012).

Jean-Michel VION Grand Port Maritime de la Martinique

### Les navires de croisière plus présents

Évolution des escales en Martinique

En nombre et %

	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011
Nombre d'escales	1 468	1 411	1 414	1 359	1 422	4,6
Commerce	742	778	751	715	705	-1,4
Croisière	109	100	97	60	88	46,7
Inter îles, passagers et ferries	409	374	349	369	416	12,7
Autres	208	159	217	215	213	-0,9

Source: Grand port maritime de la Martinique - Martinique Hub Caraïbe

### La croisière de transit en nette augmentation

Évolution de la fréquentation portuaire

En nombre et %

	2008	2009	2010	2011	2012	Évolution 2012/2011
Nombre de passagers (en pax)	244 190	211 539	222 850	165 898	235 632	42,0
Croisière transit	86 488	68 058	74 584	34 773	93 822	169,8
Croisière basée au port	7 401	8 551	11 417	6 142	24 609	300,7
Total Croisière	93 889	76 609	86 001	40 915	118 431	189,5
Inter-îles	150 301	134 930	136 849	124 983	127 704	2,2

Source : Grand port maritime de la Martinique - Martinique Hub Caraïbe





### Transport aérien



### Baisse du trafic de passagers

Après une année 2011 en forte hausse, le trafic de passagers en Martinique est en baisse en 2012 mais reste cependant supérieur à la moyenne des 18 dernières années. La diminution du nombre de rotations, de l'offre en sièges et la suppression de certains vols gros porteurs sur la période de mai à juin expliquent ce ralentissement.

### Le trafic de passagers diminue

A vec 1,57 millions de passagers transportés en 2012 contre 1,62 millions en 2011, le trafic aéroportuaire de Martinique a régressé de 3,4 %.

Après un premier trimestre positif, le trafic de passagers a ralenti à partir du mois d'avril, affichant ainsi des résultats négatifs en fin d'année. Il diminue ainsi de 4,5 % sur le régional et de 3 % sur la France et sur l'international.

L'arrêt de l'exploitation de l'Embraer Air Caraïbes sur les lignes Cayenne, Belém, Pointe-à-Pitre, Port au Prince, Saint-Domingue, et la Havane depuis septembre 2012 a accentué la baisse sur le réseau Caraïbe International. Le trafic sur ces destinations est passé de 99 000 à 95 000 passagers, soit – 4,2 % entre 2011 et 2012.

Les mouvements commerciaux diminuent de 7,1 % pour le secteur national et de 9,1% pour le secteur international, soit une diminution globale de 7,8 % par rapport aux résultats de 2011.

L'évolution du trafic des passagers avec Orly est en baisse de 7,5 % par rapport à 2011. La desserte Charles-de-Gaulle mise en place au 4ème trimestre 2011 se hisse au 5ème rang des escales desservies avec un taux de remplissage de 84 %. Les dessertes Pointe-à-Pitre et Cayenne affichent respectivement une diminution de 5,1 % et de 1 %.

Quatre transporteurs aériens se partagent plus de 95 % du marché. Les 6 premiers opérateurs affichent un nombre de passagers transportés à la baisse depuis le début de l'année. Globalement, l'offre en sièges diminue de 11 % et le taux de remplissage moyen (51,8 %) augmente de 7 % par rapport à l'année précédente.

En décembre 2012, la compagnie XL Airways s'inscrit dans le paysage aérien avec 3 vols hebdomadaires sur la ligne Fort-de-France / Roissy Charles De Gaulle.

Les liaisons internationales à faible potentiel «Autres Aéroports», bien qu'en hausse de 17,3 %, impactent très peu la croissance du flux de passagers en 2012. En effet, leur faible poids dans la structure du trafic de passagers (1,1%) et l'évolution du nombre de passagers souvent brutale d'une année à l'autre s'expliquent par des phénomènes de mode ou de promotion de ces destinations par des agences de voyage.

### Le fret commercial en recul

Le trafic fret commercial est en diminution de 0,5 % en valeur cumulée par rapport à 2011, se traduisant par une baisse de 11,1 % des importations et de 8,8 % des exportations

La mauvaise récolte des melons et la forte concurrence du fret maritime expliquent en partie cette baisse.

Le trafic de la poste est en progression avec un taux de + 3,9 % sur l'année 2012 par rapport à l'année dernière. Cette évolution étant principalement due à l'accroissement des ventes via internet.

José JEAN-MARIE S.A.M.A.C



### Transport aérien



### Évolution annuelle du trafic aéroportuaire en Martinique

							En	nombre et %
Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Mouvements d'avions commerciaux	23 871	24 086	22 824	20 473	20 692	21 501	19 814	-7,85
Trafic de passagers (en milliers)		1 695	1 673	1 608	1 672	1 727	1 640	<b>-</b> 5,04
dont passagers locaux	1 542	1 603	1 572	1 496	1 557	1 621	1 566	-3,39
dont passagers en transit	94	93	101	112	115	107	74	-30,84
Trafic fret commercial (tonnes)	13 493	13 925	12 785	11 336	11 010	10 603	9 491	-10,49
Trafic poste (en tonnes)	2 236	2 240	2 315	2 712	2 697	2 753	2 861	3,92

Source: SAMAC

### Évolution trimestrielle du trafic de passagers sur la ligne transatlantique depuis la Martinique

							En millie	ers, tonnes, et %
Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Métropole	991 527	1 027 799	976 276	960 059	976 845	1 022 667	992 418	-2,96

Source: SAMAC

### Passagers entre la Martinique et les Départements Français d'Amérique

En nombre et %

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Guadeloupe	378 637	393 366	406 664	370 863	396 589	412 354	391 423	-5,08
Guyane	61 853	61 506	66 776	61 890	66 282	67 045	66 350	-1,04
Total Régional	440 490	454 872	473 440	432 753	462 871	479 399	457 773	-4,51

<sup>\*</sup> depuis fin 2010, le trafic de passagers avec Haïti est comptabilisé dans le trafic Guadeloupe

Source : SAMAC

### Passagers à destinations internationales depuis la Martinique

En nombre de passagers et %

Année	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	Variation 2012/2011
Caraïbe Internationale	90 429	97 303	103 392	92 799	96 182	99 228	95 070	-4,19
Autres Aéroports	19 483	22 931	18 844	10 748	14 555	14 663	17 200	17,30
Total International	109 912	120 234	122 236	103 547	110 737	113 891	112 270	-1,42

Source: SAMAC

### L'Aéroport Martinique Aimé Césaire est devenu la SAMAC

Dernière Société Aéroportuaire à avoir été créée en France, après Strasbourg en mai 2011 et la Réunion en juin 2011, l'Aéroport Martinique Aimé Césaire est désormais géré dans le cadre d'une Société baptisée Société par actions de l'Aéroport Martinique Aimé Césaire (SAMAC). Le premier Conseil de Surveillance qui s'est tenu le 26 juillet 2012, a en effet élu son Président, M. Manuel Baudouin et son Vice-président, M. René Brun et nommé les membres du Directoire MM. Frantz Thodiard et Serge Cyrille. L'avenant de prolongation jusqu'en 2049 de la concession Aéroportuaire entre l'État et la SAMAC, a été signé à l'issue de cette réunion par le Président du Directoire, M. Frantz Thodiard. La réforme des aéroports français

La Loi du 20 avril 2005 a défini les contours des nouvelles Sociétés Anonymes pour douze grands aéroports (Nice, Toulouse, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Strasbourg, Montpellier, Pointe-à-Pitre, Fort-de-France, Saint-Denis de la Réunion et Cayenne).

Une nouvelle organisation

La nouvelle organisation mise en place repose sur la séparation des fonctions de gestion tenues par le Directoire et de celles d'orientation et de contrôle exercées par le Conseil de Surveillance



### **Automobile**



# Chute du marché de l'automobile

En 2012, les ventes de véhicules neufs ont chuté de 11 % à la Martinique. C'est le plus faible volume de transactions enregistrées depuis 2000. Cette baisse des immatriculations témoigne de la crise du secteur de l'automobile. Seules, les cylindrées de 9 CV et plus échappent à cette morosité, avec une hausse atteignant 5 %. En 2012, les véhicules diesel représentent 57 % du marché de l'automobile, en stabilité par rapport à 2011.

n 2012, les immatriculations de Evéhicules neufs baissent de 11 % par rapport à 2011. Cette baisse est plus marquée qu'en Guadeloupe (-6%). Avec 13 560 immatriculations, les ventes de véhicules neufs atteignent leur plus bas niveau depuis dix ans. Ce recul concerne essentiellement les voitures particulières et commerciales (11 % de moins qu'en 2011) alors qu'elles représentent 85 % du marché. Par rapport à 2005 qui constitue le pic des meilleures ventes sur les dix dernières années, la baisse atteint 22 %, soit un peu plus de 3 000 véhicules en moins. Les petites et moyennes cylindrées (1 à 8 CV) sont les plus touchées par cette baisse. En effet, alors qu'elles représentent 88 % du parc des immatriculations automobiles neuves, les ventes ont chuté de 13 % par rapport à 2011. Paradoxalement, en dépit du malus écologique instauré en 2008 et du renchérissement continu du prix des produits pétroliers, les ventes de cylindrées élevées (9 CV et plus) sont en hausse de 5 %. C'est la troisième année consécutive de hausse pour ce type de cylindrée qui représentent 12 % des immatriculations neuves.

Alors qu'en 2011, les ventes de camionnettes et camions contribuaient à la stabilité du marché de l'automobile, en 2012, elles sont en nette régression (- 15 %). Ce type de véhicule représente 14 % du marché.

En 2012, l'attrait pour les véhicules fonctionnant au diesel ne se dément pas. En effet, les véhicules diesel représentent 57 % du marché de l'automobile. Lors de l'achat d'une voiture particulière, le consommateur marque clairement sa préférence pour les marques étrangères. En 2012, 58 % d'entre eux ont fait ce choix, soit quatre points de plus qu'en 2005.

Philippe MOUTY

En nombre et %

### Les ventes de voitures particulières et commerciales chutent

Immatriculations des véhicules neufs en Martinique

		EII HOII	bre et 76
	2010	2011	2012
Voitures particulières et commerciales	13 171	12 951	11 524
dont marques étrangères (%)	58	58	58
dont diesel (%)	59	57	57
Motocycles, Tricycles, quadricycles à moteur	857	632	649
dont marques étrangères (%)	89	91	100
Motocycles, Cyclomoteurs, Tricycles, Quadricycles à moteur Voiturettes		1 089	1 333
Voiturettes	47	38	34
Camionnettes, camions, véhicules spéciaux		2 313	1 961
dont marques étrangères (%)	47	48	51
Tracteurs routiers	8	11	10
Tracteurs agricoles	69	54	62
Cars et autobus	29	50	74
Remorques et semi remorques	100	106	108
dont PTAC>= 6000 tonnes (%	6) 19	19	20
Total*	15 248	15 314	13 559

<sup>\*</sup>Hors motocycles, tracteurs, remorques lourdes et semi-remorques Source : Fichier Central des Automobiles

### Forte chute pour les cylindrées de 7 et 8 CV

Les voitures neuves en Martinique selon la cylindrée et le type de carburant en 2012

-				
				En nombre
	Essence	Gazole	Total	Évolution 2012/2011
Moins de 7 CV	4 053	4 621	8 674	-11,4
7 à moins 9 CV	766	659	1 425	-21,4
9 à moins 12 CV	119	888	1 007	-1,2
12 CV et plus	68	350	418	25,9
Total	5 006	6 518	11 524	-11,0

Source : Fichier Central des Automobiles

### **Tourisme**



# Encore une année difficile pour l'hôtellerie martiniquaise

L'activité hôtelière de la Martinique s'essouffle un peu plus en 2012. La restructuration du secteur, engagée depuis 2009, enraye difficilement un ralentissement de la fréquentation confirmé par la baisse du trafic aérien. Toutefois, les créations d'entreprises liées au tourisme progressent de 7 %.

La fréquentation des visiteurs étrangers recule plus que celle des touristes français. Avec neuf clients sur dix en provenance de la France métropolitaine, les établissements enregistrent en 2012 une légère diminution du nombre total de visiteurs (– 2 %). Cette tendance est à rapprocher de la baisse du volume des flux aériens (– 5 %). Accentuée par une durée moyenne de séjour en recul (– 0,1 jour), la baisse du volume de nuitées atteint 5 %.

En 2012, 57 % des chambres offertes par l'hôtellerie homologuée de Martinique ont été occupées, (58 % en 2011 et 56 % en 2010. Après plusieurs années difficiles, l'ajustement du parc hôtelier se poursuit mais l'hôtellerie homologuée de Martinique peine encore à maintenir son niveau d'activité. Au cours

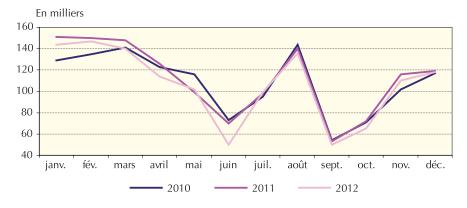
de l'année 2012, les taux mensuels d'occupation des chambres sont restés inférieurs à ceux de 2011 pendant neuf mois sur douze.

En 2012, 375 entreprises ont été créées dans les secteurs d'activité liés au tourisme en Martinique, dont un tiers sous le régime de l'auto-entrepreneur et 53 % dans la restauration.

Secteur prépondérant, cette dernière regroupe plus de la moitié des entreprises liées au tourisme. L'activité touristique reste propice à la création de petites entreprises notamment dans la restauration rapide. Un quart des nouveaux chefs d'entreprise de cafés ou restaurants ont opté pour le statut d'auto-entrepreneurs. Le transport représente 29 % des entreprises du tourisme.

### Le nombre de nuitées diminue

Évolution des nuitées hôtelières dans l'hôtellerie homologuée de Martinique



Source: Insee, enquête fréquentation hôtelière



### **Tourisme**

### Répartition des entreprises créées dans le tourisme entre 2010 et 2012

En nombre

	2010	2011	2012
Hébergements	20	24	28
Restaurants et cafés	244	209	198
Transports	65	68	80
Activités culturelles, récréatives et sportives	49	44	58
Autres activités touristiques	1 <i>7</i>	5	11
Total	395	350	375

Source: Insee, Répertoire Entreprises Établissements

Les activités de transports représentent 21 % des créations d'entreprises. Parmi celles-ci les services de location de véhicules concernent 6 nouvelles entreprises sur 10. Enfin, 15 % des créations d'entreprises concernent les « activités culturelles, récréatives et sportives ». Ce secteur rassemble un tiers des nouveaux auto entrepreneurs. L'évolution est positive également pour les «Autres activités touristiques» comprenant notamment les services de réservation et de voyage.

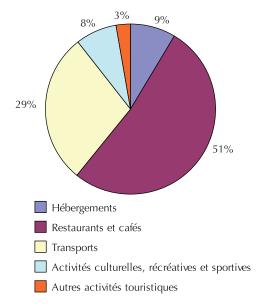
L'hébergement ne représente que 7 % des créations d'entreprises, ce sont essentiellement des meublés et des gites.

Traduisant un certain dynamisme de l'activité touristique, les créations d'entreprise liées au tourisme sont en hausse de 7 % en 2012, après une baisse de 11 % en 2011. Malgré la conjoncture difficile et les fermetures d'entreprises qui en découlent, le tourisme résiste, comme en atteste la stabilité du

nombre d'entreprises dans ce secteur. De 2009 à 2012 la répartition des différents secteurs évolue peu: la part des hébergements et celle des transports perd un point, à l'inverse celles des activités récréatives et des voyagistes gagnent un point, celle des transports est stable.

Martine CAMUS

### Répartition du stock d'entreprises du tourisme par secteur au 1er janvier 2012



Source: Insee, Répertoire Entreprises Etablissements







## Chômage en hausse

L'emploi salarié martiniquais est en repli par rapport à 2011. Le chômage progresse dans toutes les classes d'âge. Les variations conjointes du marché du travail et de la population active conduisent à une hausse du taux de chômage qui s'élève à 21 %.

Le confirme avec une perte globale de 2 500 emplois sur un an. Le contexte économique dégradé, avec en particulier une croissance nationale en panne, la poursuite de la crise de la zone euro et les restrictions budgétaires accrues contribuent à ce recul. En effet les entreprises restreignent leurs investissements avec pour incidence des pertes de postes inégales selon les secteurs.

### Le déclin de l'emploi continue

En 2012, en lien avec une baisse des commandes, le secteur de l'industrie connaît une baisse des effectifs de 2,9 % par rapport à 2011. Par effet induit le secteur du commerce affiche une baisse de 2,5 % des emplois.

Face à une demande réduite d'appels d'offres en chantiers publics et à une sollicitation privée qui reste faible, le secteur de la construction poursuit sa dégradation entamée en 2011: – 7 % en un an.

Les emplois du secteur de l'hôtellerie et de la restauration enregistrent de leur côté un fléchissement de 4 % entre les deux exercices. Le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques, demeure relativement stable, tout comme celui du transport avec un léger excédent en 2012.

Tous secteurs confondus, l'administration demeure le plus gros employeur de l'île mais voit ses effectifs diminuer légèrement. Il s'agit de mouvements internes accentués en 2012 par la finalisation des révisions générales des politiques publiques de l'État.

### L'emploi profite aux séniors, le temps partiel reste élevé

La situation du marché du travail reste encore préoccupante, bien que les principaux indicateurs restent constants sur la période, notamment le taux de chômage. Toutefois, le nombre d'actifs à temps partiel diminue. Certaines catégories de personnes sont plus touchées par le chômage: les femmes et les jeunes. En 2012, on compte 166 100 actifs et le taux d'activité des 15-64 ans s'établit à 64%. Celui des femmes reste inférieur à celui des hommes de 4 points, respectivement 50 % et 54 %. Les jeunes de 15 à 24 ans sont moins présents sur le marché du travail, leur taux d'activité reste faible (21 %). Quant aux actifs de 50 ans ou plus, leur nombre augmente de 3 500 personnes et leur taux d'activité augment de près d'un point (37 %).

Le nombre de personnes de 15-64 ans en emploi est stable (129 300 en 2012), tout comme le taux d'emploi (51 %). Le taux d'emploi des femmes atteint 49 %. Celui des hommes diminue, principalement dans les secteurs en crise, pour atteindre 54 %.

Par ailleurs, le nombre d'actifs dans la tranche des 50 ans ou plus augmente de 2 300 individus. Ces emplois sont en majorité occupés par les 55-64 ans.

Parmi les personnes en emploi, 14 % occupent un emploi à temps partiel. Les femmes sont environ 4 fois plus nombreuses (21 %) que les hommes à occuper cette forme d'emploi. Les jeunes actifs sont également fortement concernés: 28 % travaillent à temps partiel. Sur l'ensemble des travailleurs à temps partiel, 64 % subissent ce temps partiel. Les emplois temporaires (contrats à durée déterminée, stagiaires, contrats aidés, intérimaires et apprentis) et les non salariés progressent tandis que les emplois stables (CDI) reculent.

### Population de 15 ans à 64 ans en Martinique par type d'activité en 2011 et 2012

						En %
	Situation en 2011					
Situation en 2012	Actif occupé	Chomeur	Étudiant	Préretraité ou retraité	Autre inactif	Total
Actif occupé	91,0	5,2	1,1	0,1	2,6	100
Chomeur	16,6	61,5	7,3	0,0	14,6	100
Étudiant	3,1	5,3	89,8	0,0	1,8	100
Retraité	11,4	3,0	0,6	72,6	12,4	100
Autre inactif	10,0	18,6	5,0	2,6	63,8	100

Note de lecture : Sur 100 qui travaillent en 2012, 91 travaillaient en 2011, 5 étaient au chômage, 1 était étudiant, etc...

Source: Insee, enquête Emploi DOM 2012



### **Amélioration** de l'insertion des jeunes sur le marché du travail, cependant leur situation reste préoccupante

En 2012, le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail diminue. Ils sont 34 900, à être sans emploi, tout en étant disponible dans les 15 jours et à avoir fait des recherches effectives d'emploi dans le mois précédent. Les chômeurs représentent 21 % de la population active martiniquaise, cette proportion est en légère baisse, près d'un point, par rapport à 2011.

La tranche des 15-24 ans reste la plus fortement touchée avec plus d'un jeune actif sur deux au chômage. Cependant la situation s'améliore progressivement, avec un taux de chômage en diminution pour cette tranche d'âge (56 % en 2012 après 60 % en 2011). Pour les hommes de 25 à 49 ans, la situation se dégrade, le taux de chômage atteint 20 % en 2012 contre 18 % en 2011. Cependant ce taux reste moins élevé que celui des femmes (24,3 %).

La hausse du chômage affecte les 50-64 ans avec 1 300 chômeurs de plus que l'an passé. Ce phénomène provient essentiellement du report de l'âge de départ à la retraite. Le diplôme reste un atout contre le chômage. En effet le taux de chômage des diplômés de Bac+2 et de l'enseignement supérieur ne représentent que 8,4 % des actifs. Les chômeurs de longue durée représentent 16,3 % de la population active et les femmes restent plus longtemps au chômage que les hommes.

### Légère hausse du halo autour du chômage

Parmi les inactifs de 15 à 64 ans, environ 16 100 souhaitent travailler et constituent le halo autour du chômage. Ces personnes sont considérées comme inactives et non-chômeurs au sens du BIT parce qu'elles ne sont pas disponibles dans les deux semaines et / ou qu'elles ne recherchent pas activement d'emploi.

Le halo autour du chômage représente 6,4 % de la population en âge de travailler contre 6,2 % en 2011. Les personnes de 25-49 ans sont

particulièrement exposées, une personne sur deux dans le halo se trouvent dans cette tranche d'âge.

Six personnes sur dix dans le halo sont des femmes. Près de 43,6 % des personnes du halo sont peu ou pas diplômées quand seulement 7,5 % sont titulaires de bac + 2 ou d'un diplôme de l'enseignement supérieur. La majorité des individus dans le halo y sont car ils ne font aucune recherche active d'emploi. Les raisons sont diverses. Certains sont découragés bien que disponibles. Ils représentent 16% du halo du chômage. La situation économique les freine ou ils pensent qu'ils sont trop jeunes ou trop vieux pour travailler. D'autres sont empêchés, bien que disponibles, ils ne peuvent pas faire de recherches à cause de leurs problèmes (santé, familiales ou personnels). Finalement, d'autres personnes ne font aucune démarche car elles attendent des résultats (concours, entretien, test...). Dans le halo, 19 % de personnes recherchent un emploi mais ne sont pas disponibles dans les deux semaines.

### Chômeurs au sens du BIT de 15 à 64 ans

En nombre et %	2011	2012
Ensemble des chômeurs	35 030	34 911
Hommes	14 999	14 863
Femmes	20 031	20 048
Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)		
Ensemble	20,9	21,3
15-24 ans	59,1	56,4
25-49 ans	21,4	22,3
50 ans - 64 ans	11,1	12,5
Hommes	19,0	19,6
15-24 ans	58,1	59,8
25-49 ans	18,1	19,7
50 ans - 64 ans	9,7	10,9
Femmes	22,6	22,7
15-24 ans	63,2	52,5
25-49 ans	24,1	24,3
50 ans - 64 ans	12,4	14,1
Taux de chômage de longue durée (%)		
Ensemble	17,0	16,3
Hommes	15,0	14,7
Femmes	18,8	17,9
Halo autour du chômage		
Ensemble	15 873	16 108
Hommes	5 713	6 358
Femmes	10 160	9 750

Champ: Martinique, population des ménages, personnes de 15-64 ans (âge au 31 décembre) Source: Insee, enquête Emploi DOM 2012

Joëlle NACITAS Guy MYSTILLE

### **Définitions:**

Le taux d'activité est le rapport entre le nombre d'actifs (actifs occupés et chômeurs) et l'ensemble de la population correspondante.

Le «halo» autour du chômage est l'ensemble des personnes qui souhaitent travailler mais sont «classées» comme inactives:

soit parce qu'elles ne sont pas disponibles pour travailler dans les deux semaines;

soit parce qu'elles n'effectuent pas de démarche de recherche d'emploi.

Le taux du «halo» autour du chômage des 15-64 ans est le rapport du nombre d'individus dans le «halo» de 15 à 64 ans sur le nombre total d'individus de la même classe d'âge.

Actif: personne ayant un emploi et chomeurs au sens du bit.



# La progression du nombre de demandeurs d'emploi se poursuit

Les difficultés économiques persistantes n'ont pas permis une reprise durable de l'activité en Martinique. Fin 2012, 2 200 personnes de plus sont inscrites à Pôle emploi. Les séniors sont les plus concernés par cette hausse (+ 15,2 %). Par ailleurs, la durée d'inscription s'allonge, entrainant une baisse du nombre de chômeurs indemnisés. Les offres d'emploi chutent de 31 % sur un an; conséquence de l'attentisme et de la prudence des employeurs Hausse de 4,6 % des demandes d'emploi de catégories A,B,C

Fin 2012, 51 223 demandeurs d'emploi, tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (catégories A, B, C), sont inscrits à Pôle emploi, soit une augmentation de plus de 2 200 personnes sur un an.

Cette dégradation persistante depuis 2009 concerne toutes les catégories. Seuls les populations adultes (âgés entre 26 et 49 ans) et les demandeurs de courte durée (inscrits depuis moins d'un an) affichent des évolutions stables par rapport à l'année précédente.

Le rythme de croissance des demandes d'emploi masculins qui avait ralentit en mai 2011, progresse à nouveau plus fortement que celui des femmes fin 2012 (+ 5,7 % contre + 3,8 % pour les femmes).

Par ailleurs 59 % des demandeurs d'emploi inscrits en catégorie A, B, C sont des femmes

Après avoir connu une vive amélioration depuis le 1er trimestre 2010, la situation des jeunes se dégrade à son tour en juin 2012. Leur nombre augmente annuellement de 5,4 % en 2012 contre + 1,5 % en 2011.

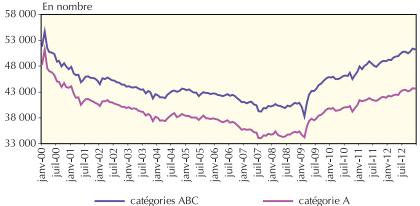
Les séniors restent particulièrement affectés par la situation économique. En effet, les taux d'évolution des demandes d'emploi des 50 ans et plus sont les plus fortement à la hausse (+ 15,2 %). Ils représentent près de 23 % des demandes d'emploi, soit environ 11 600 personnes.

Au cours du mois de décembre 2012, 43 500 demandeurs d'emploi n'ont exercé aucune activité (cat A), soit 84 % de la demande d'emploi totale en recherche active d'emploi.

### Progression de l'activité réduite

Fin 2012, près de 8 000 demandeurs d'emploi ont exercé une activité réduite (catégories B et C), soit 16 % des demandeurs d'emploi en recherche active (catégories A,B,C). Parmi eux, 57 % ont eu une activité réduite dite « longue » (de plus de 78 heures) au cours du mois (catégorie C). En un an, leur nombre a augmenté de 5,3 % (+ 230 personnes). Par ailleurs, le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite « courte » est en hausse de 10,5 % sur un an (soit + 300 personnes).

Évolution des catégories de demandeurs d'emploi en fin de mois (données cvs) en Martinique



Source : Pôle emploi



### Le chômage de longue durée persiste et s'aggrave

Fin décembre 2012, près de 26 720 Martiniquais sont demandeurs d'emploi de longue durée (un an ou plus) de catégories A, B, C, (+ 5,8 %) soit un demandeur d'emploi sur deux (52 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi inscrits depuis moins d'un an progresse également (+ 3,3 %) sur un an, mais plus modérément que le nombre de chômeurs de longue durée.

### Stabilisation du nombre de demandeurs indemnisés

Fin 2012, le nombre de chômeurs indemnisés au titre de l'Assurance chômage s'établit à 14 330 (données brutes), soit une baisse de 8.4 % en un an.

Toutes allocations confondues, Pôle Emploi indemnise 21 900 personnes. Les femmes constituent la majorité des allocataires. En un an, leur nombre diminue de 6 % et celui des hommes de 3 %.

La baisse du nombre d'allocataires s'explique en partie par la hausse du chômage de longue durée. En fin de droit d'assurance chômage, de nombreux allocataires encore inscrits, basculent en régime de solidarité (+ 5,8 % sur un an), deviennent bénéficiaires du RSA (+ 17,4 %) ou deviennent demandeurs d'emploi sans rémunération.

### Chute de la collecte d'offres d'emploi

En 2012, près de 8 300 offres d'em-

ploi ont été enregistrées par Pôle emploi, soit une diminution de 32,2 % par rapport à 2011. Plus de la moitié d'entre elles (52 %) concerne des offres durables (contrat de 6 mois et plus). Sur un an, elles ont augmenté de 16,8 %. En revanche, les offres non durables ont chuté de 43.5 % en un an. Cette baisse est liée à la fin d'une opération exceptionnelle, la production de films sur le territoire. En 2011, elle avait engendré plus de mille offres non durables.

> Dalila DIB Pôle emploi

### Évolution des demandes d'emploi en fin de mois par ancienneté d'inscription (données cvs) en Martinique



Source : Pôle emploi

### **Définitions**

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi. Catégories de demandeurs d'emploi

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en différentes catégories. Conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sousemploi et de précarité de l'emploi (septembre 2008), la Dares et Pôle emploi présentent à des fins d'analyse statistique les données sur les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi en fonction des catégories suivantes :

- catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi, c'est l'indicateur le plus proche de la définition du chômage au sens du BIT;
- catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois);
- catégorie C: demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois);
- catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi;
- catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés).



### Solidarité



# Hausse de 3 % des prestations versées

Fin 2012, un peu plus de 94 000 personnes perçoivent des allocations en Martinique, soit 0,7 % de moins qu'en 2011. Le montant total des prestations distribuées augmente et s'élève à 590 millions d'euros. Avec plus d'un tiers des dépenses, le RSA confirme être le soutien le plus important aux allocataires

### Légère baisse du nombre d'allocataires

A u 31 décembre 2012, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) recensait 94 036 allocataires, soit – 0,7 % par rapport à 2011. Cependant, avec près de 600 millions d'euros versés sur l'année, la somme attribuée au titre des prestations légales augmente de 3 %.

Le nombre des bénéficiaires directs des prestations familiales continue à diminuer. En cinq ans, la population allocataire a baissé de 1,7 %. Sur la même période, le nombre d'enfants considérés à charge décroît de 10,3 %, en relation avec le recul des naissances.

Entre 2008 et 2012, le nombre de personnes couvertes (toutes prestations confondues) est en baisse de 6,5 %. Toutefois, le montant global des prestations servies s'accroît de plus de 17 millions d'euros en 2012. Ainsi, de 2008 à 2012, les dépenses au titre des prestations légales progressent de 5,4 %.

Les prestations d'accueil du jeune enfant (primes de naissance ou d'adoption, allocations de base, ainsi que les compléments d'activité ou de mode de garde) ont atteint plus de 40 millions d'euros pour 11 224 bénéficiaires (soit – 3,9 % en un an). Les prestations d'entretien visant les familles assumant la charge effective et permanente d'enfants, ont coûté 144 millions d'euros en 2012, soit 24,4 % du global, pour une progression nette de 5,2 %.

L'ensemble des bénéficiaires d'Allocations Familiales (AF) continue de régresser (– 2,3 %). Le nombre de familles bénéficiaires des Allocations de Rentrée Scolaire (ARS) se contracte également avec 2,8 % de moins. Néanmoins, les évolutions constatées des montants annuels chutent de 2,7 % pour les AF, mais augmentent de 21,5 % pour l'ARS (revalorisée par décret de 25 % par rapport aux valeurs 2011).

Les allocataires du soutien familial sont moins nombreux, mais la somme qui leur est consacrée augmente fortement, à hauteur de 21,4 %.

Moins d'allocataires sont bénéficiaires du Complément Familial dans sa version spécifique aux départements d'outre-mer, entraînant ainsi une baisse de 5,6 % de son coût annuel. Il en est de même pour les montants alloués à l'Éducation de l'Enfant Handicapé (– 0,5 %).

Les Aides au Logement ont été attribuées à 37 405 allocataires en Martinique, soit 1,2 % de moins qu'en 2011. Un cinquième du montant annuel des prestations y sont affectés. Les Allocations de Logement à caractère Familial diminuent de 0,6 % alors que celles à caractère social progressent de 1,7 %.

Les revenus garantis et leurs compléments - regroupant les prestations destinées à un public reconnu particulièrement vulnérable (familles monoparentales, personnes handicapées ou en difficulté économique) – ont intégré, depuis 2011, l'extension aux départements d'outre-mer du Revenu de Solidarité Active.

Enfin, les dépenses de compensation du handicap sont stables (0,8 %). De ce fait, le nombre des bénéficiaires de l'Allocation d'Adultes Handicapés (AAH) est moindre (– 5,7 %).

### Les bénéficiaires du RSA plus nombreux

Les bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA), 41 145 en Martinique, représentaient 43,8 % de la population des allocataires. Le coût annuel du RSA, arrêté à 201 millions d'euros, progresse de 7,4 % pour dépasser le tiers du montant global des prestations (34,8 %).

Si le nombre d'allocataires du RSA augmente de 5,7 %, les personnes considérées comme isolées (ayant un droit majoré à ce titre) sont moins nombreuses (– 0,9 % par rapport à la fin de l'exercice 2011).

Dans la plupart des cas, l'allocataire du RSA en 2012 vivait seul (avec ou sans enfant), les situations de couple constituant 7,8 % de l'ensemble. La population féminine reste majoritairement représentée, (59,4 % des bénéficiaires), parmi laquelle 68,7 % assument seules la charge d'enfant(s). Toutes prestations confondues, un quart des allocataires vivent en couple. Les femmes isolées (célibataires, veuves, séparées ou divorcées), avec ou sans enfant, regroupent 52,9 % des bénéficiaires. Les moins de 25 ans représentent 5,6 % des allocataires directs contre 9,4 % pour les 60 ans et plus.

# Comp.

### Solidarité

Enfin, 32,6 % des allocataires ont déclaré des ressources nulles pour l'année 2011 de référence, (soit 1,2 point de plus), parmi lesquels 37,4 % assument la charge d'au moins un enfant. L'action sociale de l'organisme relève d'un autre registre. En effet, elle est encadrée par un règlement intérieur et un budget spécifique votés annuellement par le Conseil d'administration de la CAF.

Dans ce champ d'activités, en direction des plus démunis, le total des dépenses sociales pour l'année 2012 s'est élevé à près de 56 millions d'euros (y compris le chapitre visant la restauration scolaire), soit 1,9 % de moins.

En définitive, tant au titre des prestations légales que des prestations extra légales (visant l'action sociale), les missions relatives au service public assumé par la CAF de la Martinique ont abouti au versement, tous postes confondus, près de 646 millions euros au cours de l'exercice 2012, soit 2,5 % de plus que l'année précédente.

Dominique LAVATER CAF Martinique

### Répartition des bénéficiaires et montants des prestations versées en 2012 en Martinique selon la nature des prestations

	Bénéficiaires au 31/12		Montants ann	
	nombre	%	euros	%
Naissance jeune enfant			40 684 675,74	6,9
Prestation d'accueil du jeune enfant	11 224	11,9		
Prime naissance ou adoption	251	0,3		
Allocation de base	9 376	10,0	40 684 675,74	6,9
Complément Libre Choix d'Activité (y compris COLCA)	790	0,8		
Complément Mode de Garde	860	0,9		
Prestations d'entretien			144 049 610,25	24,4
Allocations familiales	48 718	51,8	76 789 264,02	13,0
Allocations Forfaitaires			783 435,35	0,1
Complément familial	5 262	5,6	6 103 161,73	1,0
Allocation de soutien familial	22 566	24,0	38 254 269,43	6,5
Allocation de rentrée scolaire	29 331	31,2	16 403 994,68	2,8
Allocation d'éducation de l'enfant handicapé	1 547	1,6	5 572 438,35	0,9
Allocation journalière de présence parentale	5	0,0	143 046,69	0,0
Logement			122 055 866,80	20,7
Allocation de logement familiale	21 848	23,2	84 859 871,26	14,4
Prime de Déménagement			14 693,25	0,0
Allocation de logement sociale	15 557	16,5	37 126 288,88	6,3
Allocation de logement aux associations			82 850,06	0,0
Aide personnalisée au logement			-27 836,65	0,0
Revenu garanti et compléments			282 445 186,35	47,9
Revenu Solidarité Active - droit commun (généralisé et jeune)	41 145	43,8		
dont Revenu Solidarité Active - avec majoration isolement	5 788	6,2	201 353 545,92	34,2
dont Revenu Solidarité Active - sans majoration isolement	35 357	37,6		
Allocation adultes handicapés ou Complément d'AAH	7 251	7,7	65 335 955,65	11,1
Frais de mandataires judiciaires adultes	nc	nc	837 556,74	0,1
Revenu de Solidarité DOM**	nc	0,0	6 716 318,36	1,1
Prime Retour à l'Emploi	1 135		29 406,86	0,0
Contrat d'Avenir	nc	nc	0,00	0,0
Allocation de parent isolé	nc	nc	-91 625,73	0,0
Revenu minimum d'insertion - Prime Forfaitaire Mensuelle RMI Primes Exceptionnelles de l'Etat	nc	nc	197 776,20 8 066 252,35	0,0 1,4
·	nc nc	nc		
Total*	94 036		589 235 339,14	nc

<sup>\*</sup> Statistiques de prestations légales au 31 décembre (données fournies par la CNAF)

, Source : CNAF fichier FILEAS





<sup>\*</sup> Le nombre de bénéficiaires par typologie n'est pas la somme des bénéficiaires par prestation, un allocataire peut percevoir plusieurs prestations.

<sup>\*\*</sup> Spécifique aux régions ultra marines, cette allocation a vu ses règles modifiées avec l'extension du RSA. Elle est désormais réservée (en dehors du maintien des droits acquis) « aux bénéficiaires du revenu de solidarité active âgés d'au moins cinquante-cinq ans qui s'engagent à quitter définitivement le marché du travail et de l'insertion après avoir été depuis deux ans au moins bénéficiaires du RMI ou du RSA sans avoir exercé aucune activité professionnelle ».

### Démographie



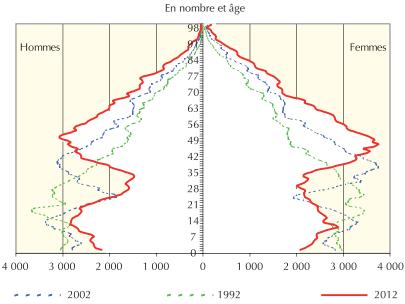
# Un vieillissement accéléré de la population

Au premier janvier 2012, 390 400 personnes en Martinique, soit 2 000 de moins qu'au premier janvier 2011, le solde naturel ne suffisant plus à compenser le solde migratoire négatif. D'ailleurs, depuis 13 ans, la croissance démographique de la Martinique est deux fois plus faible qu'au niveau national. L'indicateur conjoncturel de fécondité est passé sous la barre des deux enfants.

u 1er janvier 2012, la population de la Martinique est estimée à 390 371, soit 2 052 personnes de moins qu'au 1er janvier 2011. Depuis 1999, la population augmente annuellement de 0,3 % par an. Le rythme de croissance est deux fois inférieur au rythme national (+ 0,6 %). Le solde naturel qui demeure positif ne compense plus le solde migratoire qui pèse de plus en plus négativement sur l'évolution de la population. Sur la période 1999-2010, la contribution du solde naturel sur l'évolution de la population est de + 0,7 % tandis celle du solde migratoire est de - 0,4 %. Le retour au pays des personnes âgées ne compense plus les nombreux départs des jeunes adultes. En vingt ans, la part des 30-35 ans est passée de 27 % à 17 %.

### De moins en moins de jeunes adultes en Martinique

Pyramides des âges de la Martinique en 2012, 2002, 1992



Sources : Insee, statistiques de l'état civil 2007 et recensements de la population

### Une structure de population similaire à la France métropolitaine

Il y a vingt ans, la Martinique était une région jeune en comparaison à la France métropolitaine. Près d'un tiers des Martiniquais avait moins de 20 ans et seulement moins d'un sur dix avait plus de 65 ans. L'indice de vieillissement qui valait 0,3 était favorable aux jeunes. Aujourd'hui, la Martinique a la même structure de population que la France métropolitaine. Sur les deux territoires, les moins de 20 ans représentent environ un quart de la population, les 20-64 ans, 58 % et les plus de 65 ans 17 %. En 2012, l'âge médian des Martiniquais, 40 ans, a légèrement dépassé celui des Français, 39,4 ans. La population martiniquaise vieillit; l'indice de vieillissement de 2012 (0,6) qui se rapproche de celui de France métropolitaine (0,7) est devenu favorable aux personnes âgées. La Martinique est le département d'outre-mer le plus proche de la France au niveau de la structure de population.

### Moins de deux enfants par femme

En 2012, le nombre de naissances domiciliées est estimé à 4 200, soit 245 bébés de moins qu'en 2011. La natalité est en recul depuis le début des années 2000; le taux de natalité a baissé de 4 points passant de 15,3 à 11,4 naissances pour 1 000 habitants. La Martinique est le département d'outre-mer présentant la plus faible fécondité. Pour la première fois depuis 2005, l'indicateur conjoncturel de fécondité passe sous le seuil des deux enfants par femme.

### Démographie

Avec 1,88 enfants en moyenne par femme, le niveau de fécondité de la Martinique est passé en dessous du niveau national. Cette baisse de la fécondité provient essentiellement de la baisse du nombre de femmes en âge d'avoir des enfants; elle étaient 104 000 il y a 10 ans, elles sont 95 000 en 2012. La fécondité des plus jeunes est également en légère baisse, mais son influence est moindre.

L'âge moyen à l'accouchement atteint 29,4 ans. En Martinique, les femmes accouchent un peu plus tôt que les femmes de Guadeloupe et de France métropolitaine mais plus tard que les femmes de Guyane.

### Une mortalité infantile très élevée

En 2012, le nombre de décès est estimé à 2 976, soit 532 de plus que l'année précédente. La Martinique est une des régions françaises présentant un faible taux de mortalité avec 7 décès pour 1 000 habitants, soit 1,4 de moins que le niveau de France métropolitaine. En revanche, le taux de mortalité infantile est le plus élevé après celui de la Guyane. Avec 8,7 décès d'enfants de moins d'un an pour 1 000 naissances vivantes (+ 0,3 par rapport à l'année précédente), la Martinique présente un niveau de mortalité infantile plus

de deux fois supérieur au niveau national.

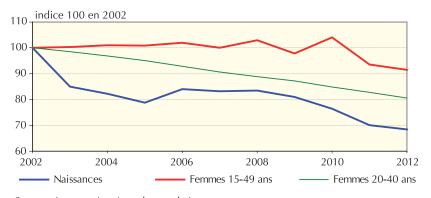
Un garçon né en 2010 a une espérance de vie de 78,9 ans, soit 1 an de plus qu'un garçon né en 2009; et une fille née en 2010 a une espérance de vie de 84,9 ans, soit une demi année de plus qu'une fille née en 2009. La progression de l'espérance de vie des femmes est plus lente que celle des hommes, et l'écart continue donc à se réduire. En comparaison avec le niveau national, les hommes comme les femmes ont des espérances de vie très similaires aux métropolitains.

### Moins d'unions en 2011

Un recul du nombre d'unions est enregistré en 2011. Pour la quatrième année consécutive, le nombre de mariages célébrés diminue: 1 095 en 2011 contre 1 279 en 2010. De même, le nombre de PACS conclus recule, passant de 153 en 2010 à 92 en 2011.

Le nombre de divorces prononcés a reculé, passant de 739 en 2010 à 649 en 2011.

### De moins en moins de femmes en âge d'avoir des enfants Évolution du nombre de naissances et de femmes en âge de procréer



Source : Insee, estimations de population.

Barbara GRAGNIC

### **Définitions**

**Espérance de vie à la naissance** : durée de vie moyenne d'une génération fictive qui connaîtrait tout au long de son existence les conditions de mortalité par âge de l'année considérée.

**Indicateur conjoncturel de fécondité**: somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée. Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.

**Indice de vieillissement**: rapport de la population des 60 ans et plus à celle des moins de 20 ans. Un indice autour de 100 indique que les 60 ans ou plus et les moins de 20 ans sont présents dans à peu près les mêmes proportions sur le territoire. Plus l'indice est faible, plus le rapport est favorable aux jeunes, plus il est élevé, plus il est favorable aux personnes âgées.

Solde naturel : différence entre le nombre de naissances et le nombre de décès au cours d'une période.

**Solde migratoire**: différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année.

**Taux de natalité** : rapport du nombre de naissances vivantes sur une période à la population totale moyenne sur la même période

**Taux de mortalité**: rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période.

**Taux de mortalité infantile:** rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants.

### **RÉDACTION**

Directeur de la publication: Georges-Marie GRENIER

### **COMITÉ DE RÉDACTION**

Rédactrice en chef: Béatrice CÉLESTE

Chef de projet: Nicolas PRUD'HOMME

Membres: Ali BENHADDOUCHE, Fabien BREUILH, Émilie CHARLES-EUPHROSINE, Cynthia DUCHEL, Benoît HURPEAU, Marcelle JEANNE-ROSE, Jean-Éric PLACE, Sylvia URGEN, N'Ouara YAHOU-DAUVIER

### **MAQUETTE INSEE**

Nadia LUCE Typhenn RÉCULARD Patrick LAPIERRE DE MÉLINVILLE

**DIRAG:** 

41, rue Bébian

97158 Pointe-à-Pitre Cedex

Tél. 05.90.21.47.00

Cité Guillard

34, chemin des Bougainvilliers B.P. 96 97102 Basse-Terre Cedex

S.R. GUADELOUPE:

Tél. 05.90.99.36.70

www.insee.fr/guadeloupe

S.R. MARTINIQUE:

Centre Delgrès Les Hauts de Dillon B.P. 641 97262 Fort-de-France Cedex

Tél. 05.96.60.73.60

www.insee.fr/martinique

**S.R. GUYANE:**Avenue Pasteur

B.P. 6017

97306 Cayenne Cedex

Tél. 05.94.29.73.02

www.insee.fr/guyane

www.insee.fr/guadeloupe



### Le bilan économique 2012 en Martinique

### La reprise se fait attendre

Marquée par le ralentissement de la croissance économique mondiale et la généralisation des mesures de restriction budgétaire, la situation économique de la France s'est dégradée en 2012. Il en va de même en Martinique où la morosité de l'activité économique, déjà constatée en 2011, génère un climat attentiste dans les entreprises ; les investissements sont limités.

La revue économique des Antilles-Guyane





